



Investissement dans la protection sociale: impacts sur la croissance économique



ITUC CSI IGB

EMPLOI
EMPLOIS RESPECTUEUX DU CLIMAT
DROITS
PROTECTION SOCIALE
ÉGALITÉ
INCLUSION

Un nouveau contrat social en faveur de la reprise et de la résilience

Cette étude a été réalisée par Development Pathways pour la Confédération syndicale internationale (CSI), avec le soutien financier de la Fondation Friedrich Ebert et le Bureau des activités pour les travailleurs de l'OIT (ACTRAV).



Table des matières

Sigles et acronymes	5
Avant-propos	5
Résumé analytique	8
1. Introduction	10
2. État actuel de la protection sociale	12
2.1 Définitions.....	13
2.2 Niveaux actuels de la couverture et des dépenses de protection sociale.....	13
3. Cadre conceptuel	16
4. Méthode de modélisation	19
4.1 Matrice de comptabilité sociale.....	19
4.2 Multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale.....	20
4.3 Modèle d'équilibre général calculable (MEGC).....	22
4.4 Scénarios.....	23
4.5 Sources des données.....	24
5. Résultats et analyse	25
5.1 Résultats macroéconomiques.....	26
5.1.1 Produit intérieur brut.....	26
5.1.2 Revenus et valeur ajoutée des facteurs de production.....	27
5.1.3 Emploi.....	27
5.1.4 Répartition des revenus des ménages.....	28
5.2 Pauvreté et inégalités.....	28
5.3 Recettes fiscales.....	29
6 Conclusion	30

Sigles et acronymes

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASIS	Évaluation des synergies d'investissement social
BDT	Taka bangladais
CES	Élasticité de substitution constante
COP	Peso colombien
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CRC	Colón costaricien
CSAE	Centre d'étude des économies africaines
CSI	Confédération syndicale internationale
DANE	Service administratif national de statistiques (Colombie)
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
CSAE	Centre for the Study of African Economies (Centro para el estudio de las economías africanas)
DANE	Service administratif national de statistiques (Colombie)
DFID	Département du développement international (Royaume-Uni)
EICV	Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (Rwanda)
ENAHO	Enquête nationale sur les ménages (Costa Rica)
ENIGH	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (Costa Rica)
ENPH	Enquête nationale sur les budgets des ménages (Colombie)
E/S	Entrée/sortie
ESP	Extension de la protection sociale
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
GED	Gouvernement du Bangladesh, Division de l'économie générale
GEL	Lari géorgien
GHS	Cedi ghanéen
GLSS	Enquête sur le niveau de vie au Ghana
GSS	Service statistique du Ghana
HIES	Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages (Bangladesh)
HSNP	Programme de filets de sécurité contre la faim (Kenya)
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IHDS	Enquête sur le développement humain en Inde
INR	Roupie indienne
ISSER	Institut de recherches statistiques, sociales et économiques (université du Ghana)
LEAP	Programme de transfert social en espèces et de lutte contre la pauvreté (Ghana)
LES	Système linéaire de dépenses
LEWIE	Méthodologie d'évaluation de l'impact à l'échelle de l'économie locale
MCS	Matrice de comptabilité sociale

MEGC	Modèle d'équilibre général calculable
MGLSD	Ministère du Genre, du Travail et du Développement social (Ouganda)
MGNREGA	Loi nationale Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi en milieu rural
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectifs de développement durable
ODI	Institut pour le développement outremer (Royaume-Uni)
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
ONU DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
PEP	Réseau international de politique économique
PIB	Produit intérieur brut
PMC	Propension moyenne à consommer
PSNP	Programme de filet de sécurité productif (Éthiopie)
RDM	Reste du monde
RDS	Dinar serbe
RWF	Franc rwandais
SCG	Allocation pour les personnes âgées (Ouganda)
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
SORS	Bureau de statistique de la République de Serbie
SPF	Socle de protection sociale
TCE	Transferts conditionnels en espèces
UCT	Transferts universels en espèces
UNU-MERIT	Université des Nations unies – Centre de recherche et de formation économique et sociale de Maastricht pour l'innovation et la technologie
UNU-WIDER	Université des Nations Unies – Institut mondial pour le développement des recherches économiques
VUP	Programme Vision 2020 Umurenge (Rwanda)

Avant-propos

La pandémie de COVID-19 a brutalement mis en évidence la vulnérabilité des personnes les plus pauvres de la planète face aux chocs économiques et à des systèmes de santé inadaptés. L'absence de protection sociale pour la majeure partie de la population mondiale a contraint les gens à continuer de travailler malgré le risque d'être contaminé et de contaminer d'autres personnes, ce qui a contribué à propager le virus et à aggraver la misère humaine et la destruction de l'économie qui frappent le globe.

Le moment est venu d'étendre la protection sociale à la moitié de la population mondiale qui en est dépourvue et aux presque 20% qui n'ont qu'une couverture partielle. De nombreux gouvernements doivent enfin reconnaître l'urgence de la protection sociale, notamment les prestations de chômage pour les personnes qui ont perdu leurs moyens de subsistance, les indemnités de maladie et l'accès aux soins de santé.

La protection sociale est indispensable à la résilience dont nous avons besoin pour poser les fondations de la reprise après la pandémie. Les adversaires de la protection sociale universelle affirment qu'elle est trop coûteuse, mais cette étude montre les effets positifs de l'investissement dans la protection sociale.

Une évaluation rigoureuse de l'impact résultant d'un investissement de l'équivalent de seulement 1% du PIB dans huit pays permet de constater:

- des retombées positives pour l'ensemble de l'économie, ce qui stimule la croissance;
- la création de nouveaux emplois;
- une hausse du paiement des impôts;
- une baisse de la pauvreté;
- moins d'obstacles pour les femmes qui arrivent ou reviennent sur le marché du travail.

La CSI lance un appel à l'action urgente visant à créer un Fonds mondial pour la protection sociale afin de soutenir les pays les plus pauvres, et demande un effort concerté à l'échelle mondiale en faveur d'une protection sociale universelle. La solidarité mondiale s'impose de manière évidente comme une obligation morale pour soutenir les personnes les plus vulnérables. Le cas de la santé publique est tout aussi évident – non seulement pour offrir une protection sociale à ceux qui n'en ont pas, mais aussi pour stopper la transmission et la mutation du virus, protégeant ainsi tout le monde. Il faut en finir avec les arguments fallacieux selon lesquels le coût est trop élevé, et définir une politique internationale sur cette question. Ce qui est bon pour les individus est bon pour l'économie, et c'est précisément ce que démontre cette étude.

Sharan Burrow

Secrétaire générale de la CSI

La protection sociale est un droit humain internationalement reconnu, qui joue un rôle considérable pour soutenir et élever les niveaux de vie, et pour favoriser le développement économique et social. La pandémie de COVID-19 n'a fait que réaffirmer l'importance des systèmes de protection sociale pour atténuer l'impact des crises sanitaire et économique et accompagner une reprise économique forte et inclusive. La protection sociale n'est pas seulement un investissement dans la population, mais aussi un investissement dans l'économie en général, de nature à générer un cycle économique vertueux qui permet d'augmenter le niveau d'emploi, la productivité, les recettes fiscales et la croissance économique globale, en particulier dans les pays en développement. Cette étude décrit la simulation d'un investissement dans les politiques de protection sociale et les effets que produirait un tel investissement sur l'économie de huit pays sélectionnés sur quatre continents (Bangladesh, Colombie, Costa Rica, Géorgie, Ghana, Inde, Rwanda, Serbie) à partir d'indicateurs macroéconomiques nationaux (produit intérieur brut, emploi, revenus et valeur ajoutée des facteurs de production, recettes fiscales), et d'indicateurs microéconomiques (revenu des ménages par quantile de richesse, pauvreté et inégalités).

Cette étude montre comment **l'investissement dans la protection sociale peut engendrer des retombées positives sur la croissance économique globale**. Un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale produit un effet multiplicateur sur le PIB compris entre 0,7 et 1,9 dans les huit études de cas, ce qui signifie que tous les pays constatent un rendement de l'investissement, et certains un bénéfice économique. Les économies qui se caractérisent par une forte intégration du processus de production dans l'économie nationale et par un niveau de PIB plus bas sont celles qui profitent le plus d'un investissement dans la protection sociale (Bangladesh, Inde, Rwanda). Par conséquent, l'investissement dans la protection sociale semble avoir davantage d'effet sur la croissance économique des pays qui ont un PIB plus faible par habitant. Les pays dont les niveaux de revenus sont plus élevés affichent également des effets positifs, quoique d'une moindre ampleur. En fait, dans les pays qui ont un niveau de revenu plus élevé et qui sont plus ouverts au commerce international, la hausse de la consommation intérieure résultant de

l'augmentation des transferts aux ménages ne se traduit pas totalement par une hausse de la production intérieure, mais par une augmentation des importations.

L'investissement dans la protection sociale a une incidence positive sur les perspectives d'emploi.

Un investissement de 1% du PIB dans la protection sociale génère un effet positif sur la hausse de l'emploi, avec un effet multiplicateur de 0,1 à 1,1 dans les huit études de cas. La plupart du temps, les bienfaits sur l'emploi profitent davantage aux femmes, ce qui souligne le rôle positif que la protection sociale peut jouer pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes sur le marché du travail. L'analyse indique également que l'investissement dans la protection sociale augmente l'offre globale d'emplois. Par ailleurs, les données actuelles témoignent du rôle important de la protection sociale pour aider les ménages qui, sans cela, manqueraient de liquidité pour faire face aux situations difficiles. Les ménages peuvent plus facilement lisser leur consommation, donc être moins tributaires de stratégies d'adaptation négatives telles que la vente de biens et le retrait des enfants de l'école. Ainsi, les ménages peuvent, par exemple, prendre plus de risques en termes d'innovation, investir davantage dans le capital humain, ou disposer de plus de temps pour rechercher un emploi. Les simulations révèlent que l'investissement dans la protection sociale provoque une augmentation de la demande de travail, en particulier dans les économies à forte intensité de main-d'œuvre, dans lesquelles l'agriculture est généralement le secteur primordial, et où les secteurs nationaux sont plus interdépendants.

L'investissement dans la protection sociale accroît l'ensemble des recettes fiscales.

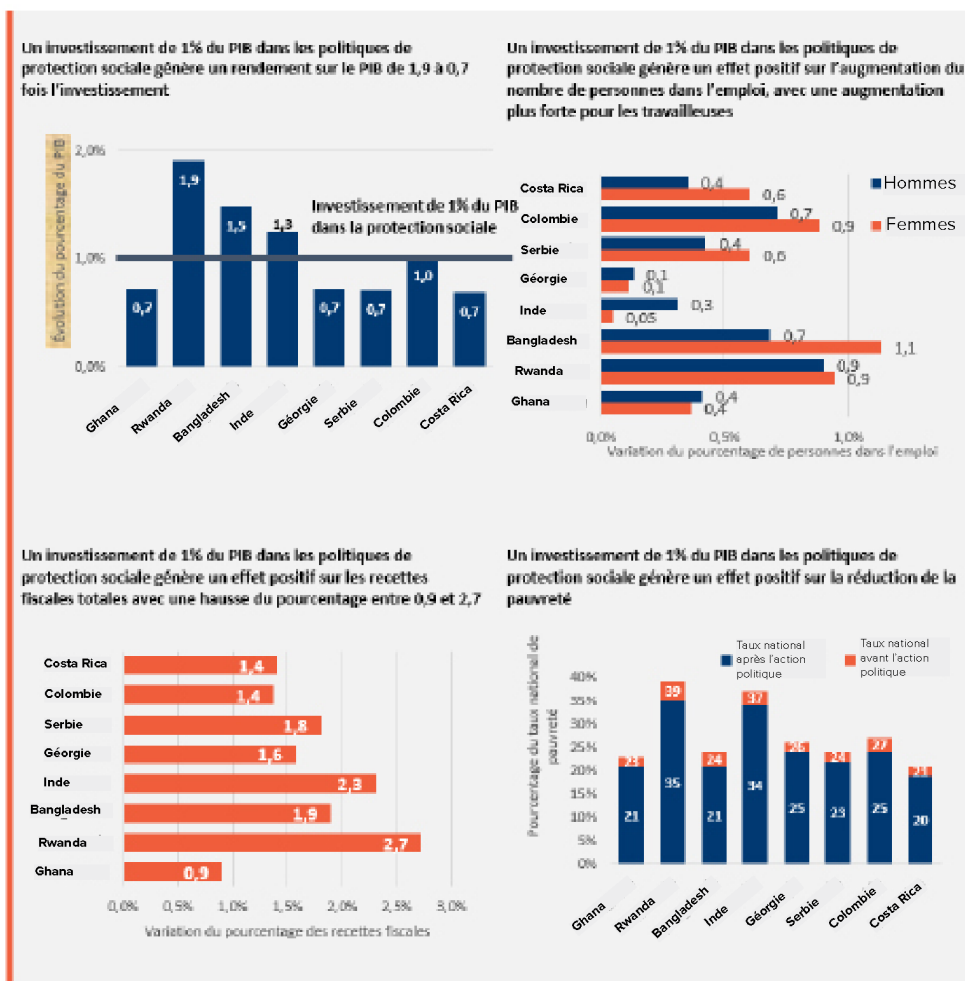
L'analyse signale qu'en investissant dans la protection sociale, les recettes fiscales augmentent, ce qui rend le financement de la protection sociale moins dépendant de sources extérieures. L'investissement de 1% du PIB dans la protection sociale a une incidence positive sur les recettes fiscales totales du gouvernement, entre 0,6% et 3,5% dans les huit études de cas. Si un investissement de 1% du PIB est stimulant dans le contexte des pays à revenu faible et intermédiaire, où les recettes publiques sont limitées, investir dans des plans de relance axés sur la protection sociale peut

diminuer les pertes de recettes publiques plus rapidement en période de récession. Lorsqu'une économie décline, les recettes fiscales chutent. Cependant, dans le cas où le plan de relance permet à l'économie de se redresser plus rapidement, les recettes fiscales se rétablissent plus vite et, grâce à l'investissement continu dans la sécurité sociale, l'économie progressera à un rythme plus soutenu qu'avant la crise, entraînant à son tour une augmentation des recettes fiscales. De surcroît, alors que la dette nationale brute risque d'augmenter dans un premier temps, compte tenu d'une importante injection de liquidités, un plan de relance plus étendu réduira la dette, à long terme, du fait de la rapide croissance économique.

L'investissement dans la protection sociale contribue à hisser une partie importante de la population hors de la pauvreté et à réduire les inégalités de genre et de revenu.

La pandémie menace d'inverser les avancées réalisées ces trois dernières décennies pour diminuer la pauvreté mondiale, et d'aggraver les inégalités. Par définition, les systèmes de protection sociale devraient réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité, et servir de tampon pour atténuer les difficultés rencontrées au cours de la vie et les chocs environnementaux. Dans ce dernier cas, les publications existantes soulignent l'importance des programmes de protection sociale pour apporter un résultat social et psychologique positif aux catégories vulnérables de la population. Plus particulièrement, diverses études attirent l'attention sur le rôle des prestations de vieillesse pour réduire l'exclusion sociale et le risque de pauvreté. Il apparaît que l'investissement dans la protection sociale fait baisser le niveau d'inégalité de revenu et de pauvreté, aussi bien à court terme qu'à long terme. Cette étude confirme l'effet positif de l'investissement dans la protection sociale sur la réduction des inégalités de revenu et du nombre de personnes vivant dans la pauvreté.

Figure 1: L'investissement dans les politiques de protection sociale ont une incidence positive sur la croissance économique, l'emploi, les recettes fiscales et la réduction de la pauvreté



1 Introduction

La protection sociale, sous la forme d'une série de mesures, offre la sécurité de revenu aux particuliers et aux ménages. Elle est internationalement reconnue comme un droit humain fondamental¹ et il est recommandé aux pays d'instaurer, d'améliorer et de maintenir des systèmes qui protègent tous les citoyens des risques pouvant survenir au cours de la vie et des chocs covariables. La volonté d'élargir et de renforcer les systèmes de protection sociale apparaît dans de nombreux accords internationaux et normes internationales du travail, notamment la Convention n°102 et la Recommandation n°202 de l'OIT. Un engagement mondial pour le renforcement de la protection sociale figure à la cible 1.3 des Objectifs de développement durable². La nécessité d'améliorer les systèmes existants se manifeste également dans l'actuelle crise économique et sanitaire mondiale due à la pandémie de COVID-19, durant laquelle de très nombreuses personnes n'ont bénéficié d'aucun soutien (Marcos Barba, van Regenmortel et Ehmke, 2020).

Il y a d'excellentes raisons d'investir dans les systèmes qui protègent les citoyens de l'insécurité de revenu. Une documentation de plus en plus fournie met en évidence les répercussions positives des programmes de protection sociale – en particulier les programmes d'aide au revenu – sur de nombreux résultats à des niveaux différents (Mathers et Slater, 2014; Bastagli et al., 2016; et Hemerijck, Burgoon, Pietro et Vydra, 2016). En dépit des théories sans fondement qui prétendent que la protection sociale rend les gens «paresseux», des données concrètes tendent à prouver le contraire (Mathers et Slater, 2014). De fait, il est démontré que la protection sociale améliore le capital humain, grâce à de meilleurs résultats dans la santé et l'éducation (Bastagli et al., 2016), à une meilleure participation au marché du travail (Mathers et Slater, 2014), et à une incidence positive sur l'économie locale par le biais de différents canaux et effets multiplicateurs (Thome, Taylor, Filipiski, Davis et Thome et al., 2016).

Or, l'investissement dans la protection sociale n'a pas été régulier au fil du temps et varie considérablement d'un pays à un autre. De nombreux pays à revenu élevé investissent d'importantes parties de leur budget dans la protection sociale, tandis que les pays à revenu faible et intermédiaire peinent à investir suffisamment dans leurs systèmes nationaux. En moyenne, la planète dépense 2,5% du PIB pour la protection sociale, mais ce pourcentage varie énormément entre les régions. Par exemple, les pays européens consacrent en moyenne 18% de leur PIB à la protection sociale, alors que les pays d'Asie du Sud-Est dépensent moins de 2% (OIT, 2017). Au final, à l'échelle mondiale, un nombre important de personnes n'ont toujours pas accès à la protection sociale. D'après l'OIT, la moitié de la population de la planète n'a pas accès à des systèmes de protection sociale, et 23% d'autres personnes ont un accès insuffisant à ces systèmes (OIT, 2017)³. Ces personnes vivent essentiellement dans les pays à revenu faible et intermédiaire, où les risques sociaux sont plus importants, et où les populations sont plus vulnérables.

Avec des budgets en concurrence, les gouvernements doivent agir de manière responsable et décider raisonnablement où et comment investir l'argent public. De plus, comme pour tout autre investissement, il est important que les gouvernements sachent ce qu'implique le rendement économique de l'investissement pour la protection sociale. D'un côté, des éléments prouvent déjà qu'il existe des retombées sociales positives significatives au niveau des ménages et des collectivités, et qu'en théorie ces conséquences entraîneront globalement de meilleurs résultats mais, d'un autre côté, il n'y a pas beaucoup de publications qui établissent un lien solide entre l'impact social transformateur au niveau des ménages et la croissance économique. Plus précisément, peu d'études ont cherché à simuler les conséquences directes et indirectes de la protection sociale sur les résultats de l'ensemble de l'économie. Cette étude vise à enrichir ces publications en comprenant bien l'issue économique de l'investissement dans la protection sociale dans des pays évoluant dans un contexte différent. Il convient pour ce faire d'examiner les publications et

¹ Par exemple, l'article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule que «Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale.»
² La cible 1.3 vise à «Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient.»
³ Nous utilisons ici la définition de l'OIT, qui prend également en compte la couverture des services de santé.

les cadres conceptuels existants et de simuler – dans un cadre *ex ante* – l’impact de l’investissement dans la protection sociale sur des indicateurs qui reflètent les performances économiques de plusieurs pays à revenu faible et intermédiaire sélectionnés.

Les simulations présentent les conséquences qui pourraient découler d’un accroissement de l’investissement dans la protection sociale sur une croissance économique inclusive. Les simulations sont effectuées dans huit pays situés dans différentes parties du monde, et dont les niveaux d’investissement existants sont dissemblables. Ces huit pays sont le Bangladesh, la Colombie, le Costa Rica, la Géorgie, le Ghana, l’Inde, le Rwanda et la Serbie. Les critères de sélection des pays reposent sur les exigences relatives aux données, la répartition géographique et la pertinence des débats à l’échelle nationale autour de la protection sociale. Pour chacun de ces pays, trois scénarios d’investissement sont simulés. Dans deux scénarios, nous envisageons une hausse de l’investissement dans la protection sociale de 1% et de 2% du PIB, et dans le troisième scénario, nous nous appuyons sur l’indice du socle de protection sociale pour combler l’écart entre les revenus.

Après cette introduction, l’étude comprend six sections. Dans la section 2, nous définissons la protection sociale et indiquons les grandes lignes des niveaux actuels de couverture et de dépenses publiques consacrées à la protection sociale. La section 3 présente le cadre conceptuel qui relie l’investissement dans la protection sociale aux résultats économiques, avec la documentation de référence. Les sections 4 et 5 expliquent la méthodologie de modélisation et les données à utiliser pour le modèle macro-micro. Dans la section 6, nous définissons les scénarios d’investissement faisant l’objet de la simulation, et les indicateurs que nous observerons lors des simulations.

2 État actuel de la protection sociale

Les pays sont tenus de garantir à la population le droit à un niveau minimum de protection sociale, étant donné que la protection sociale est reconnue comme un droit humain dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) et reconnue dans le droit international relatif aux droits humains. Toutefois, les définitions de la protection sociale varient selon les pays et les agences à travers le monde⁴. Dans cette section, nous en donnons la définition générale qui est utilisée dans cette étude, et qui est étroitement liée à celle de l'OIT. Nous présentons également l'état actuel de la protection sociale, en ce qui concerne les niveaux de couverture et de dépense.

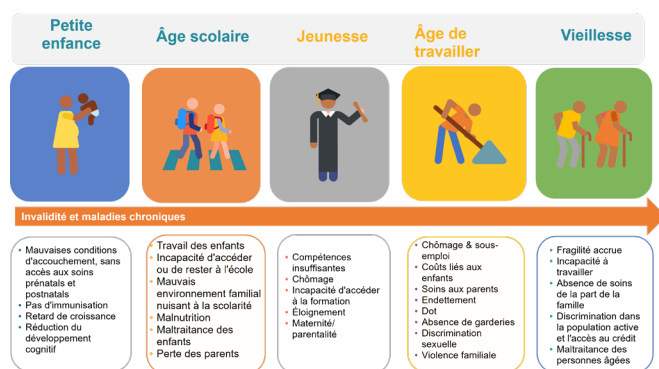
2.1 Définitions

D'après l'OIT, la protection sociale (ou sécurité sociale) consiste en un ensemble de politiques et de mesures destinées à réduire les insécurités de revenu et à prévenir les vulnérabilités tout au long du cycle de vie (OIT, 2017). Un système de protection sociale doit veiller à ce que tous les individus puissent avoir, au minimum, un niveau de vie suffisant au cours de leur existence. Les régimes de protection sociale devraient réduire et prévenir la pauvreté et la vulnérabilité, et servir de tampon pour atténuer les aléas de la vie et les chocs environnementaux.

Les programmes de protection sociale qui figurent dans la Convention n°102 de l'OIT concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, englobent les soins médicaux, les prestations de santé, les allocations familiales, les prestations d'invalidité, les prestations de chômage, les prestations de vieillesse, les prestations d'accidents du travail, les prestations de maternité et les prestations de survivants. La figure 1 illustre les risques qui peuvent survenir au cours de la vie, provoquant une perte de revenu ou en résultant. Un système de protection sociale bien conçu permet de faire face à ces risques, que chacun peut rencontrer à différents stades de la vie. Par exemple, les allocations familiales procurent aux familles la résilience nécessaire pour affronter les risques qui surviennent au début de la vie. Les prestations de santé, de chômage, d'accidents du travail et de maternité

sont des programmes de revenu de remplacement pendant les périodes critiques de la vie active. Et lorsque les personnes cessent de travailler, ce sont les prestations de vieillesse qui offrent un revenu de remplacement aux personnes.

Figure 2: Description des risques pouvant survenir tout au long de la vie



Source: élaboré par Development Pathways

Les programmes de protection sociale peuvent se répartir en deux catégories en fonction de leur caractère contributif ou non contributif. Les régimes contributifs impliquent que les particuliers et/ou leurs employeurs doivent payer directement ou verser une cotisation pour pouvoir accéder au programme. C'est souvent ce qu'on appelle l'assurance sociale, et concerne par exemple les pensions de retraite. Les régimes non contributifs sont essentiellement des programmes financés par les impôts, sans paiement direct ni cotisation de la part des particuliers. Il s'agit par exemple des allocations familiales, des prestations d'invalidité, des pensions sociales et de l'aide sociale versée aux ménages (ou l'aide aux démunis).

Une distinction existe également dans les programmes financés par les impôts, selon qu'ils sont universels ou ciblés (accordés sous condition de ressources). Les régimes universels sont ouverts à toutes les personnes appartenant à la catégorie concernée, indépendamment de leur niveau de revenu, tandis que les prestations ciblées ne sont accessibles qu'aux personnes dont le revenu est inférieur à un seuil déterminé. Par exemple, un programme d'allocations familiales des-

⁴ Cependant, il se produit depuis quelques années une convergence entre les éléments constitutifs de la protection sociale, y compris au niveau de l'emploi du terme «protection sociale». Des expressions telles que «filets de sécurité», «sécurité sociale», «bien-être», «aide sociale», «assurance sociale» utilisées dans différents pays, avec de légères nuances, relèvent toutes d'une forme de protection sociale.

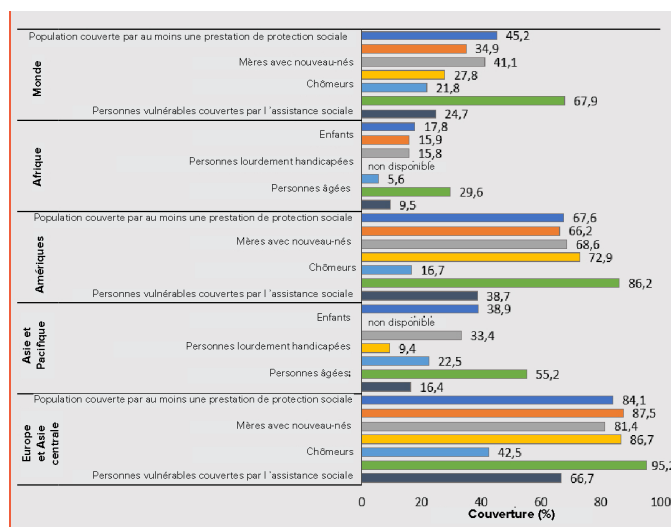
tiné à tous les enfants (les enfants étant la catégorie concernée) est un programme universel, alors que s'il est uniquement destiné aux enfants pauvres, il s'agit d'un programme dont les prestations dépendent des ressources (ou d'un programme de lutte contre la pauvreté).

Une autre distinction se fait souvent dans programmes financés par les impôts, suivant leur nature conditionnelle ou inconditionnelle, en particulier pour les programmes de lutte contre la pauvreté. Dans les programmes sous conditions, les particuliers et les familles n'ont pas à cotiser directement, mais doivent remplir certaines obligations en termes de comportement. Par exemple, les enfants doivent aller à l'école et être vaccinés pour bénéficier de l'allocation. Ces programmes s'appellent également «transferts conditionnels en espèces». Les programmes sans conditions n'imposent pas ce type d'obligation.

2.2 Niveaux actuels de la couverture et des dépenses de protection sociale

L'indicateur 1.3.1 afférent à la cible 1.3 de l'ODD 1 porte sur la «Proportion de la population bénéficiant de socles ou systèmes de protection sociale.» Le dernier rapport phare de l'OIT, le Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019, précise que cet objectif est loin d'être atteint. En 2015, selon les estimations, seulement 45% de la population mondiale bénéficiaient d'au moins une prestation de protection sociale (OIT, 2017). Or, comme le montre la figure 3, la couverture sociale varie considérablement entre les régions, de 84% en Europe et en Asie centrale à moins de 20% en Afrique. La couverture sociale varie beaucoup également en fonction des groupes de population, bénéficiant à 68% de personnes âgées contre seulement 22% de chômeurs en âge de travailler. Bien que certaines régions s'approchent de la cible 1.3, globalement le monde est encore loin de cet objectif. Par ailleurs, les pays à faible revenu sont ceux qui peinent le plus à parvenir à la cible 1.3, et un grand nombre de personnes qui vivent avec le moins de moyens, et qui sont donc plus vulnérables, n'ont pas accès à la protection sociale. Si les pays veulent que les systèmes de protection sociale bénéficient à tous, il est clairement nécessaire d'investir plus dans ce domaine.

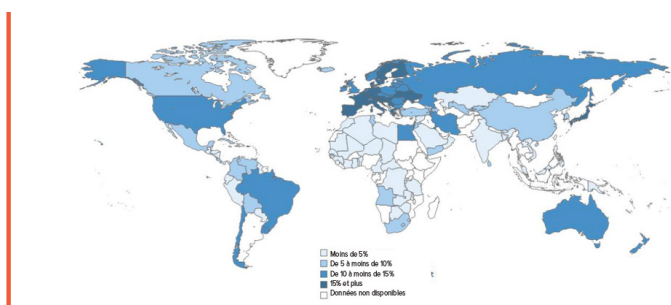
Figure 3: Couverture de protection sociale (indicateur 1.3.1 des ODD), 2015



Source: BIT (2017). Note: Les estimations sont pondérées selon la population nationale. La couverture sociale est exprimée en pourcentage de la population totale du groupe et comprend les programmes contributifs et non contributifs. Voir BIT (2019) pour des informations plus détaillées.

Globalement, il existe une différence considérable des niveaux d'investissement entre les pays et les régions (figure 4). Comme le laissent entrevoir les niveaux de couverture sociale, les pays d'Asie et d'Afrique enregistrent les niveaux d'investissement les plus faibles (OIT, 2017). Les dépenses de protection sociale demeurent faibles également dans de nombreux pays américains. En général, les pays à revenu faible et intermédiaire investissent beaucoup moins que les pays à revenu élevé.

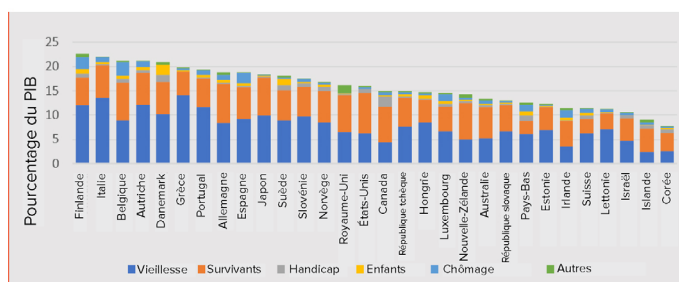
Figure 4: Dépenses publiques de protection sociale, hors santé (en pourcentage du PIB)



Source: BIT (2017). Note: Les estimations sont issues des dernières données disponibles et excluent les dépenses publiques liées à la santé.

La figure 5 présente la ventilation de l'investissement dans la protection sociale par programme dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Les pays européens ont tendance à avoir les niveaux d'investissement les plus élevés, l'Italie et la Finlande en tête, dont l'investissement s'élève à un peu plus de 22% du PIB. La moyenne des pays de l'OCDE est de 16%. La majeure partie des dépenses est consacrée aux pensions de vieillesse, avec une moyenne de 8% et, dans la plupart des pays, les dépenses publiques totales sont supérieures à 10%.

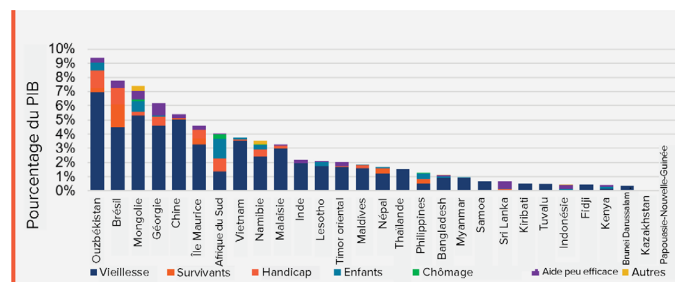
Figure 5: Niveau d'investissement dans la protection sociale dans des pays à revenu élevé sélectionnés (en pourcentage du PIB), 2015



Source: base de données de l'OCDE sur les dépenses sociales; données extraites d'OECD.Stat en janvier 2020. Note: Il s'agit des dépenses publiques uniquement, à l'exclusion de la santé, du logement et des programmes actifs du marché du travail. Pour de plus amples informations voir www.oecd.org/social/expenditure.htm.

La figure 6 présente quant à elle la ventilation des niveaux de dépenses des pays à revenu faible et intermédiaire sélectionnés pour financer les programmes de protection sociale non contributifs, par type de programme. Là encore, nous observons des différences considérables entre les pays. Seul un pays, la Géorgie, dépense plus de 5% du PIB. La plupart des pays dépensent moins de 2% du PIB. Dans l'ensemble de ces programmes, les dépenses allouées aux pensions sociales sont de loin les plus fréquentes pour tous les pays. La figure 6 montre par ailleurs que de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire sont encore très éloignés des niveaux de dépense observés dans les pays à revenu plus élevé, qui ont des systèmes de protection sociale plus complets. En dépit de l'absence d'informations sur les dépenses publiques des régimes contributifs dans les pays à revenu faible et intermédiaire, nous pensons qu'elles sont en moyenne très faibles compte tenu de l'importance de l'informalité dans un grand nombre de ces pays et du fait que, bien souvent, seuls les fonctionnaires ont accès aux régimes contributifs.

Figure 6: Niveau d'investissement dans les programmes de protection sociale non contributifs dans des pays à revenu faible et intermédiaire sélectionnés (en pourcentage du PIB; dernières données disponibles)



Source: diverses. Note: Les programmes d'aide peu efficaces sont les programmes non contributifs de lutte contre la pauvreté des ménages.

L'indice du socle de protection sociale mis au point par la Fondation Friedrich Ebert révèle qu'il manque peu de choses pour que la plupart des pays, à court et à moyen terme, réussissent à combler l'écart financier avant de pouvoir mettre en place des socles de protection sociale nationaux. Plus précisément, la plupart des pays à revenu faible et intermédiaire pourraient assumer durablement le coût des garanties de base pour tous les particuliers en ce qui concerne la sécurité de revenu et la couverture sanitaire, comme le préconise la Recommandation n°202 de l'OIT. L'indice, toutefois, n'affiche que l'investissement minimum qu'un pays devrait effectuer, en pourcentage du PIB, dans les politiques de protection sociale nationales pour réduire les écarts de revenu et de santé existants. D'après les estimations de Bierbaum, Cichon et Schildberg (2017), sur 150 pays, 71 auraient besoin d'investir moins de 2% du PIB pour combler l'écart de protection sociale à court terme, et 45 autres pays pourraient combler cet écart à moyen terme en investissant entre 2 et 4% du PIB. L'indice fournit un outil monétaire simple et efficace pour déterminer si les socles de protection sociale sont financièrement réalisables dans un certain nombre de pays, mais une de ses limites réside dans le postulat que les ménages peuvent être parfaitement ciblés. C'est-à-dire, en interprétant, que le niveau d'investissement requis par l'indice est estimé en supposant qu'il faudrait seulement cibler les ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté ou ayant un accès insuffisant aux services de santé. En réalité, il n'est pas possible ni même souhaitable de cibler parfaitement une population lorsqu'il est question de la dynamique de la vie (Kidd et Athias, 2019).

Bien que la protection sociale existante soit abordable, de nombreux pays n'investissent manifestement pas assez dans leur système national de protection sociale. Souvent, l'argument des gouvernements pour ne pas investir davantage dans la protection sociale est le manque d'espace budgétaire, en raison d'une concurrence de plus en plus forte entre les budgets. Néanmoins, une récente étude d'Ortiz, Cummins et Karunanethy (2017), soutenue par plusieurs agences des Nations Unies, met en lumière les diverses manières d'élargir l'espace budgétaire pour permettre d'accroître l'investissement dans la protection sociale. Le tableau ci-dessous résume huit options différentes pour étendre l'espace budgétaire, selon les auteurs:

Ces options de financement ne sont pas nouvelles; de nombreux pays les appliquent déjà, et divers organes internationaux les mettent en avant dans leurs déclarations politiques (Ortiz, Cummins et Karuna-

nethy, 2017). Elles ont cependant une limite: elles ne tiennent pas compte de la croissance des recettes fiscales qui découle de la croissance économique. En effet, la croissance économique réelle tend à améliorer le recouvrement des recettes fiscales, qui peut à son tour permettre de financer l'investissement dans la protection sociale. Les simulations présentées ci-après cherchent à savoir si l'investissement dans la protection sociale entraîne à la fois la croissance économique et l'augmentation des recettes fiscales. Toutefois, globalement, il n'y a pas de solution unique pour élargir l'espace budgétaire visant à accroître l'investissement dans la protection sociale, chaque pays étant lui-même unique, de sorte que les différentes options financières doivent être contextualisées. En somme, il apparaît clairement qu'il n'est pas impossible d'étendre la protection sociale car diverses options sont à la disposition des gouvernements pour agrandir l'espace budgétaire, et l'élément fondamental est la volonté politique de les appliquer.

Tableau 1: Options permettant d'élargir l'espace budgétaire pour investir dans la protection sociale

Options	Description
Réaffecter les dépenses	Il existe plusieurs manières de réaffecter les dépenses: éliminer les inefficiences dans les dépenses actuelles après analyse et évaluation des affectations budgétaires en cours; remplacer les investissements coûteux et à faible impact par des investissements ayant une plus forte incidence socioéconomique et/ou combattre la corruption.
Augmenter les recettes fiscales	C'est la méthode par défaut pour élargir l'espace budgétaire, mais il existe différents moyens de la mettre en œuvre, notamment en changeant divers types de taux de taxation ou en renforçant l'efficacité des méthodes de recouvrement des impôts et les obligations fiscales. Il convient toutefois de noter que certains impôts sont plus progressifs que d'autres (par exemple les impôts sur la fortune ou les taxes sur les transactions financières, qui concernent essentiellement les personnes aisées, alors que la taxe sur la valeur ajoutée ou les impôts à la consommation sont généralement régressifs).
Augmenter les cotisations de sécurité sociale (des employés et/ou des employeurs)	Cette option implique généralement l'extension de la couverture et, par conséquent, l'intensification du recouvrement des cotisations.
Augmenter l'aide au développement	Collaborer avec les gouvernements donateurs ou les organisations internationales pour augmenter l'aide au développement et les transferts internationaux.
Puiser dans les réserves	Utiliser l'épargne et d'autres fonds (par exemple les fonds souverains ou les réserves de change) pour le développement national et régional.
Adapter le cadre macroéconomique	Il s'agit généralement de permettre un déficit budgétaire plus important et/ou une hausse de l'inflation, sans compromettre la stabilité macroéconomique.
Lutter contre les flux financiers illicites	Selon les estimations, le volume des ressources qui sortent illégalement des pays en développement chaque année est dix fois plus élevé que le montant total de l'aide reçue. Ces flux illicites, qui comprennent notamment le blanchiment d'argent, la corruption, l'évasion fiscale, la manipulation des prix commerciaux et d'autres délits financiers, privent potentiellement les gouvernements de revenus nécessaires à la protection sociale.

Source: adaptation d'une étude réalisée par Ortiz, Cummins et Karunanethy (2017)

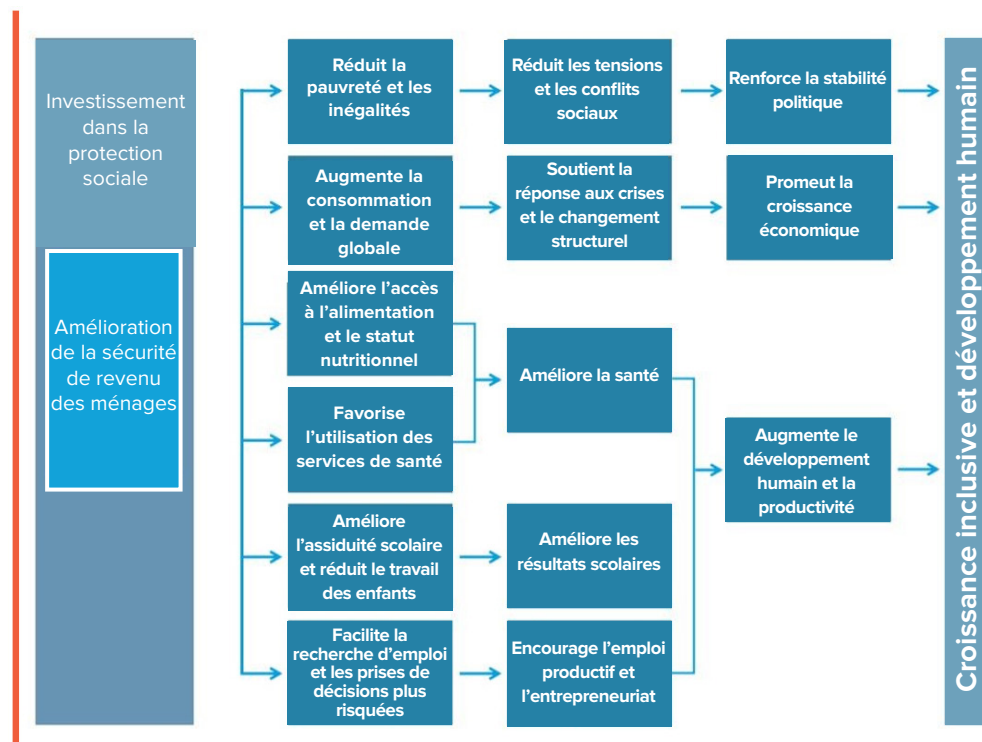
3 Cadre conceptuel

Le rôle de la protection sociale pour stimuler la croissance économique a été largement démontré. Les effets de la protection sociale sur les dépenses de consommation des ménages et sur la participation au marché du travail à court terme et à long terme ont d'ailleurs été corroborés par de nombreux auteurs provenant de zones géographiques différentes (Hemerijck, 2016; Thome et al., 2016; Khondker, 2014; Zandi, 2008), et d'autres spécialistes ont attiré l'attention sur le rôle des effets multiplicateurs au niveau des collectivités locales et au niveau national (Thome et al, 2016; Onaran, 2014; Taylor, 2012). Il convient également de citer Onaran (2014), qui a découvert qu'un investissement public de 1% du PIB générerait des niveaux de croissance élevés, entre 1,94% et 3,88% selon l'ampleur de l'effet multiplicateur, ainsi que Thome et al (2016), qui font état de multiplicateurs de 1,3 et 2,4 suite à des transferts de protection sociale en espèces en Afrique.

La croissance économique n'est pas un objectif politique fondamental de la protection sociale, mais en offrant la sécurité de revenu pour faire face aux différents risques pouvant survenir tout au long de la vie, la

protection sociale favorise la croissance économique de plusieurs manières, comme le décrit la figure 7. Des régimes de protection sociale cohérents, fiables et d'un montant suffisant permettent aux ménages de lisser leur consommation, ce qui signifie qu'ils peuvent investir de façon plus régulière dans la nutrition, l'éducation et la santé. La capacité de lisser la consommation contribue également à atténuer, dans le temps, les chocs auxquels les ménages sont confrontés. Ainsi, les ménages ou les particuliers ont moins besoin de recourir à des stratégies d'adaptation négatives consistant par exemple à retirer les enfants de l'école pour avoir davantage de revenus, à consommer des aliments moins nutritifs (généralement chers) ou à revendre des biens productifs. Par conséquent, un investissement dans la protection sociale est un investissement dans le développement et la productivité du capital humain d'un pays, ce qui a pour effet d'améliorer l'employabilité et la productivité de la main-d'œuvre future d'un pays et de favoriser les investissements dans d'autres secteurs clés. Cela peut également permettre à un plus grand nombre de personnes de faire partie de la population active ou de prendre davantage de risques commerciaux en innovant, au lieu de s'en tenir à des activi-

Figure 7: Effets de la protection sociale sur la croissance économique



Source: Ortiz et al (2019) à partir de données du BIT (2016)

tés de subsistance moins stables mais immédiatement disponibles. Tous ces éléments créent une croissance économique plus inclusive.

De même, les régimes de protection sociale peuvent contribuer à éviter que les personnes perdent des revenus suite à des chocs tels que le chômage, la naissance d'un enfant ou le décès d'un proche qui subvenait aux besoins de la famille. Les prestations de chômage, en particulier, aident les personnes sans emploi – pour qui la recherche d'un emploi rémunéré aurait été très coûteuse – à chercher du travail, en minimisant la perte de revenu. De la même manière, les prestations de maternité permettent aux femmes de revenir sur le marché du travail après la naissance d'un enfant, en minimisant également la perte du revenu du ménage liée à la naissance et aux premiers mois de vie d'un enfant. Dans ce deuxième cas, nous nous attendons en outre à ce que l'amélioration de l'emploi des femmes apporte des bienfaits sociétaux et, au final, une diminution des disparités salariales entre les femmes et les hommes étant donné que moins de femmes doivent renoncer à leur revenu permanent puisqu'elles ne sont pas obligées de sortir du marché du travail.

D'autres avantages pour l'ensemble de la société sont dus aux effets d'entraînement qui se traduisent par une meilleure cohésion sociale. Le fait que les citoyens se sentent plus intégrés en tant que membres contribuant à l'économie peut en effet favoriser l'unité sociale. C'est particulièrement le cas des personnes âgées de la communauté qui, si elles n'avaient pas accès à un revenu minimum, seraient tributaires des membres de leur famille qui auraient peut-être déjà des difficultés pour assurer leur propre sécurité financière et celle de leurs enfants dépendants (Tran et al, 2019). À plus grande échelle, la protection sociale peut également réduire le niveau des inégalités au plan national et, ainsi, instaurer une société plus stable, précisément parce que ce sont les inégalités qui fragilisent les structures sociales.

En stimulant la demande, la protection sociale peut accroître l'activité économique nationale par le jeu de l'effet multiplicateur: l'augmentation initiale des dépenses de consommation des ménages engendre une hausse de la demande de biens et services locaux, entraînant à son tour une hausse de la production locale, et des changements au niveau des marchés du travail locaux. Il pourrait y avoir des effets positifs sur les communautés et les marchés locaux. L'ensemble de ces changements de productivité des ménages agit ensuite sur la demande globale, surtout lorsqu'un pays est en capa-

cité d'engager des dépenses anticycliques pendant des chocs au plan macro – tels qu'une récession économique –, ce qui permet d'accroître l'emploi, donc les revenus du gouvernement par le biais des impôts.

Cependant, la direction que prendront ces changements aux niveaux local et macro dépendra de plusieurs facteurs, notamment de la réaction des marchés locaux du travail et des marchandises face à la hausse de la demande de biens issue des ménages et à l'offre de travail accrue. Par exemple, si le taux de participation au marché du travail augmente, mais qu'il n'y a pas de travail disponible dans l'économie, le taux de chômage augmentera vraisemblablement.

L'agrégation des différents effets au niveau individuel et au niveau des ménages peut contribuer à réduire les inégalités de revenu à l'échelle macro en atténuant l'inégalité des chances et en permettant aux ménages de mieux faire face aux situations difficiles. Une diminution des inégalités peut produire une meilleure cohésion sociale et davantage de stabilité, une évolution continue du capital humain et peut, au final, favoriser la croissance économique.

Le tableau 2, adapté des travaux de Mathers et Slater (2014), développe le cadre conceptuel décrit à la figure 7 et souligne les preuves existantes des impacts directs et indirects de la protection sociale sur la croissance. Le tableau, qui présente la synthèse de la recherche des deux auteurs, est élargi afin d'intégrer le cadre conceptuel issu d'une synthèse de recherche réalisée par l'ODI (Bastagli et al, 2016). Les niveaux auxquels s'opèrent les effets de la protection sociale figurent dans la colonne de gauche; les types d'effets et leur probable direction (signe positif et/ou négatif) sont indiqués dans les colonnes du milieu et de droite. Les impacts directs des programmes de protection sociale sont ceux que vise explicitement le programme, par exemple les politiques actives du marché du travail (Mathers et Slater, 2014; Onaran et al, 2019)⁵. De même, un programme destiné à augmenter les dépenses de consommation des ménages au moyen de transferts d'espèces influence directement les dépenses de consommation des ménages. Les impacts indirects des programmes de protection sociale sont les effets d'entraînement des impacts directs. Par exemple, si un programme de protection sociale influence directement sur les dépenses de consommation des ménages, suite à quoi les ménages bénéficiaires demandent davantage de produits ou de services locaux, alors nous assisterons probablement à une augmentation de la production locale de marchandises. Les ef-

5 Il existe des preuves contradictoires au sujet de l'impact des programmes de travaux publics, qui seront brièvement abordés dans la section suivante.

fets d'entraînement peuvent être intentionnels ou non. Un exemple d'effet non intentionnel serait l'inflation au niveau local due à une hausse de la demande de produits qui ne serait pas accompagnée d'une hausse de l'offre de ces produits, ce qui ferait monter le prix des produits locaux, aussi bien pour les bénéficiaires du programme que pour les non-bénéficiaires. Ces effets indirects peuvent atteindre le niveau national et ainsi influencer la croissance économique. C'est par

exemple le cas de l'augmentation de la demande globale faisant suite à l'augmentation des dépenses de consommation des ménages, qui génère une hausse de la demande locale conjuguée à une production accrue profitant aux non-bénéficiaires, ce qui se répercute au final à l'échelle nationale. Une description détaillée de la documentation existante se rapportant au tableau 2 figure en annexe 1.

Tableau 2: Impacts directs et indirects de la protection sociale sur la croissance par niveau d'influence

	Impacts directs sur la croissance	Impacts indirects sur la croissance
Particuliers et ménages	Action permettant d'éviter la perte de capital productif + Accumulation d'actifs productifs + Amplification de l'innovation et de la prise de risque concernant les moyens de subsistance des ménages pauvres + Augmentation de la participation des femmes au marché du travail + Impact de la participation au marché du travail +/- Effets multiplicateurs découlant de l'augmentation de la consommation et de la production locales +	Augmentation de l'investissement dans le capital humain (dépenses dédiées à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, aux objets domestiques) +
Communautés locales	Accumulation d'actifs productifs locaux + Impacts sur le marché du travail, notamment effets de l'inflation sur les salaires locaux +/- Augmentations cumulées de la productivité des ménages +	Réseaux sociaux, cohésion et effets sur les pairs +
Niveau national	Stimulation de la demande globale + Changements généraux et sexospécifiques concernant globalement la participation au marché du travail et le secteur de travail +/- Accroissement des marchés de capitaux au moyen des fonds de pension + Effets de la fiscalité sur l'épargne/l'investissement - Taux de scolarisation, d'assiduité scolaire et de maintien à l'école + Effets de l'emprunt public et de l'inflation -	Réformes de l'économie plus faciles + Renforcement de la cohésion sociale et réduction des inégalités (revenu, genre) + Renforcement du capital humain + Impacts sur les taux de fertilité +/-

Source: Mathers et Slater (2014), s'appuyant sur Arjona et al. (2002); Grosh et al. (2008), Piachaud (2008); Alderman et Yemtsov (2012); Barrientos (2012) et Bastagli et al. (2016). Notes: (+) impact positif potentiel; (-) impact négatif potentiel; (+/-) impact positif ou négatif potentiel.

4 Méthode de modélisation

L'approche méthodologique adoptée pour évaluer les impacts d'un investissement dans la protection sociale sur l'ensemble de l'économie des pays repose sur le modèle du multiplicateur de la matrice de comptabilité sociale (MCS) et sur le modèle d'équilibre général calculable (MEGC). Ces approches comportent deux étapes. En premier lieu, il s'agit de définir les scénarios politiques, puis le niveau des transferts versés par le gouvernement à chaque groupe de ménage. En second lieu, l'extension estimée des politiques de protection sociale et le versement de leurs montants sont intégrés au modèle MCS et au modèle MEGC pour évaluer les impacts simulés sur l'ensemble de l'économie, selon les scénarios d'investissement proposés. Les différentes composantes méthodologiques et les indications y afférentes sont résumées dans les sous-sections ci-dessous, ainsi que les sources des données utilisées et la mise au point des scénarios.

4.1 Matrice de comptabilité sociale

La matrice de comptabilité sociale (MCS) est une manière simple et efficace d'enregistrer des transactions économiques. Il s'agit d'une matrice carrée comprenant une ligne et une colonne pour chaque agent/compte. Les dépenses/paiements/sorties de chaque compte sont inscrits dans les colonnes tandis que les revenus/recettes/entrées d'argent de chaque compte sont inscrits dans les lignes. La MCS est une forme de comptabilité à simple entrée, chaque entrée étant une transaction, c'est-à-dire que chaque entrée comporte une dimension de prix et une dimension de quantité, permettant d'identifier à la fois la source et la destination de la transaction. Les prix de chaque entrée d'une ligne doivent être identiques. Par conséquent, les dépenses totales pour chaque compte doivent être exactement égales aux sommes totales reçues sur chaque compte. C'est pourquoi les sommes indiquées respectivement dans les lignes et les colonnes de la MCS doivent être égales. De plus, à l'échelle de toute une économie, une MCS comporte non seulement les informations fournies par les comptes nationaux agrégés mais aussi des données supplémentaires sur les transactions entre différents groupes d'agents au sein du système.

La MCS rassemble des données macroéconomiques (telles que les comptes nationaux) et des données microéconomiques (telles que les études réalisées sur les ménages) qu'elle intègre à un cadre cohérent.

Le but est d'obtenir l'image la plus complète possible de la structure de l'économie. Une MCS est une généralisation des relations de production et étend ces informations au-delà de la structure de production pour englober les éléments suivants:

1. Distribution aux institutions de la valeur ajoutée générée par les activités de production
2. Formation du revenu des ménages et des institutions
3. Schéma de la consommation, de l'épargne et de l'investissement
4. Recouvrement des recettes par le gouvernement, dépenses et transactions qui y sont associées
5. Rôle du secteur étranger dans la formation de revenus supplémentaires pour les ménages et les institutions

Une MCS a généralement deux fonctions élémentaires et agit a) comme un système de données complet et cohérent pour effectuer des analyses descriptives de la structure de l'économie, et b) comme base de la modélisation macroéconomique. La figure 8 présente la structure élémentaire d'une MCS.

Figure 8: Structure élémentaire d'une matrice de comptabilité sociale (MCS)

		Dépenses						Total
		Secteurs (activités et biens et services marchands)	Facteurs de production	Ménages	Gouvernement	Investissement	Reste du monde	
Revenus	Secteurs (activités et biens et services marchands)	Demande intermédiaire et offre intérieure		Dépenses de consommation (c)	Dépenses de fonctionnement (g)	Demande d'investissement (i)	Recettes d'exportation (E)	Demande totale
	Facteurs de production	Valeur ajoutée						Revenu total des facteurs de production
	Ménages		Paiements des facteurs de production au profit des ménages		Transferts sociaux		Sommes d'argent provenant de l'étranger	Revenu total des ménages
	Gouvernement	Taxes sur les ventes et droits de douane à l'importation		Impôts directs			Aides et prêts étrangers	Revenus du gouvernement
	Épargne			Épargne privée	Excédent budgétaire		Solde du compte courant	Épargne totale
	Reste du monde	Paiement des importations (M)						Sortie de devises
	Total	Production brute et offre totale	Dépenses totales des facteurs de production	Dépenses totales des ménages	Dépenses du gouvernement	Dépenses d'investissement totales	Entrée de devises	

Source: élaboré par les auteurs à partir de données de Breisinger et al. (2009)

La MCS d'origine, pour chaque pays, a été modifiée pour répondre aux exigences de la présente étude. Les structures de la MCS ont été examinées à partir des dernières études nationales représentatives disponibles sur les ménages, qui comportent des informations sur la consommation des ménages. Il est entendu que la structure actuelle – en particulier la classification des ménages – n'est pas adaptée pour la simulation des scénarios. Des ajustements ont été effectués pour les comptes relatifs aux activités de production, aux biens et services marchands et aux ménages. La reclassification des MCS d'origine s'est opérée en trois étapes, comme précisé ci-dessous:

Etape 1. Les comptes des activités de production et des biens et services marchands par secteur ont été regroupés en trois activités principales et trois comptes de biens et services marchands (agriculture, industrie et services) suivant un schéma de mappage. Dans ce processus, les éléments de tous les autres comptes associés aux activités et aux biens et services marchands (par exemple les exportations de biens et de services) ont été regroupés selon la nouvelle classification à trois niveaux d'activités et de biens et services marchands.

Etape 2. Les comptes relatifs aux ménages ont subi d'importantes modifications. Dans les MCS d'origine, ces comptes portaient sur diverses typologies de ménages en fonction de l'activité professionnelle, de la situation géographique et de l'éducation. Au lieu de cela, dans cette étude, les comptes liés aux ménages ont été réunis dans cinq groupes de ménages selon la répartition des richesses, comme l'indiquaient les données microéconomiques.

Etape 3. Les données de tous les comptes des MCS ont été placées dans leurs cellules respectives dans la matrice pour évaluer les soldes des comptes. Les comptes relatifs à la production, aux facteurs et aux ménages s'équilibraient totalement.

4.2 Multiplicateurs de la matrice de comptabilité sociale

Les relations économiques sont déterminées par les caractéristiques structurelles d'une économie: les technologies de production des secteurs et la composition du panier de consommation des ménages. Les effets multiplicateurs, d'un autre côté, révèlent les effets des relations économiques sur une période

donnée. Par exemple, les relations de production en aval indiquent qu'une hausse de la production agricole va stimuler la production d'aliments transformés en élargissant l'offre d'intrants dans ce secteur. C'est le premier effet d'entraînement entre l'agriculture et la transformation des aliments. En revanche, dans un deuxième temps, l'augmentation de la production d'aliments transformés aura des effets supplémentaires en ce qui concerne les relations de production en aval avec d'autres secteurs, tels que la restauration, qui utilise des aliments transformés comme intrants intermédiaires. De la même manière, dans un troisième temps, l'essor du secteur de la restauration générera encore plus de demandes en faveur des autres secteurs. Ce processus se poursuivra encore un moment car les effets de la hausse de la production agricole se répercuteront sur l'ensemble de l'économie, jusqu'à ce qu'ils s'affaiblissent et cessent complètement (Breisinger et al., 2009).

Les multiplicateurs de la MCS mesurent la valeur de tous les effets des relations de production et de consommation. Ils reflètent les effets directs et indirects du premier cycle et de tous les cycles suivants du flux circulaire des revenus⁶. Les multiplicateurs convertissent les changements initiaux de la demande exogène (par exemple la hausse de la demande d'exportation de produits agricoles) en changements de production et de revenus des comptes endogènes.

Les interventions des gouvernements, par exemple sous la forme de programmes de protection sociale qui visent à lisser la consommation des ménages, devraient avoir un impact sur l'économie de différentes manières, comme le montre la figure 9:

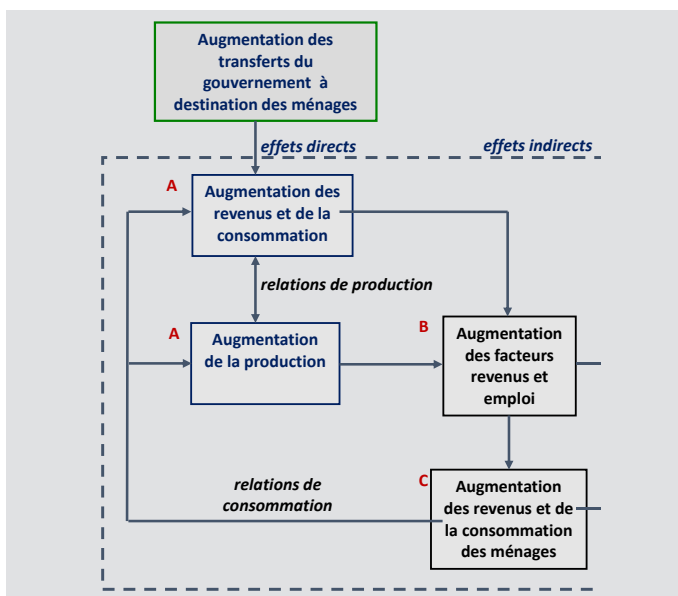
A. Effets directs: Les transferts du gouvernement à destination des ménages permettraient à ces derniers d'augmenter leur revenu. Une augmentation des revenus entraîne une consommation accrue de biens et de services de leur choix. L'augmentation (ou le changement) du revenu et de la consommation des ménages constituent les *effets directs* de l'intervention de protection sociale.

B. Effets indirects: L'augmentation des revenus des ménages va probablement entraîner une hausse de la demande de biens et de services, ce qui nécessitera une production plus importante et une utilisation accrue des facteurs de production (travail et capital). La production supplémentaire et l'emploi créé dans les chaînes d'approvisionnement (par le biais des relations en amont) constituent les *effets indirects*.

⁶ Pour de plus amples informations sur les étapes méthodologiques, consultez le site <https://www.ifpri.org/publication/social-accounting-matrices-and-multiplier-analysis>

C. Effets induits: Les travailleurs embauchés en plus, du fait du développement des secteurs qui approvisionnent les ménages (par le biais des effets indirects), dépensent davantage – ce qui génère une hausse de la production et de l’emploi dans plusieurs autres secteurs de l’économie, produisant un multiplicateur de la demande. Cet effet d’entraînement s’appelle *l’effet induit*.

Figure 9: Flux circulaire des revenus dans le processus multiplicateur

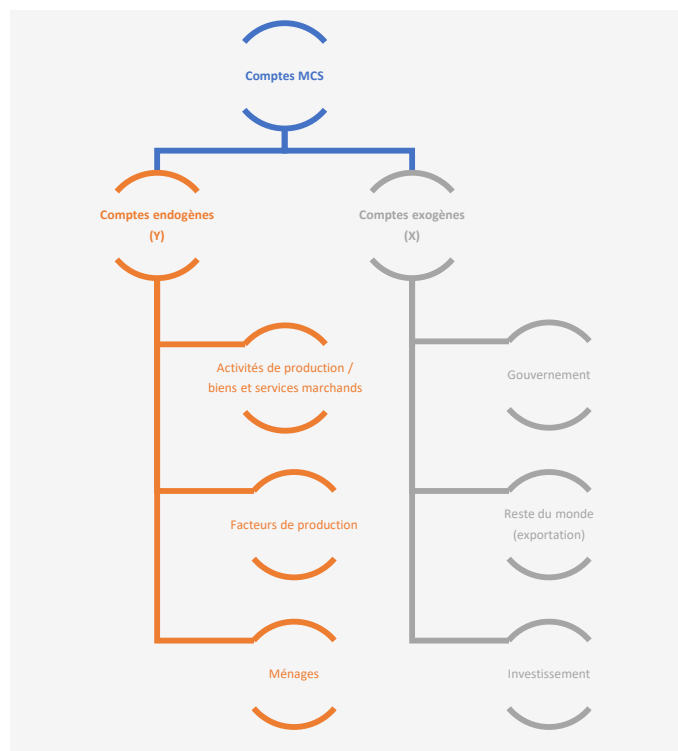


Source: élaboré par les auteurs à partir de données de Breisinger et al. (2009)

Pour passer d’un cadre de données MCS à un modèle MCS (également appelé cadre multiplicateur), il faut décomposer la MCS en comptes «exogènes» et «endogènes» (figure 10). En règle générale, les comptes utilisés comme instruments politiques (par exemple les dépenses du gouvernement, comprenant la protection sociale, l’investissement et les exportations) sont exogènes et les comptes désignés comme objectifs ou cibles doivent être endogènes (par exemple, la production, la demande de marchandises, le rendement des facteurs, les revenus ou les dépenses des ménages). Toute injection spécifique dans les comptes exogènes de la MCS se diffuse à travers le système MCS interdépendant parmi les comptes endogènes. Du fait de cette nature interdépendante, les revenus des facteurs de production, des ménages et de la production proviennent tous d’injections exogènes dans l’économie, par l’intermédiaire d’un processus multiplicateur. Le processus multiplicateur repose ici sur l’hypothèse suivante: lorsque le compte endogène d’un revenu reçoit une injection exogène de dépenses, il la dépense dans les mêmes proportions que celles qui figurent dans la matrice de propension moyenne à consommer (PMC). Les éléments de la matrice PMC sont calculés

en divisant chaque cellule par la somme totale de la colonne correspondante.

Figure 10: Comptes endogènes et exogènes d’un modèle MCS



Source: élaboré par les auteurs à partir de données de Breisinger et al. (2009)

Modèle multiplicateur: hypothèse

Les modèles multiplicateurs formulent diverses hypothèses restrictives, notamment:

- Les prix sont fixes, et tout changement au niveau de la demande entraîne des changements en termes de production physique plutôt qu’en termes de prix.
- Les ressources des facteurs de production sont illimitées ou sans contrainte, de sorte que toute augmentation de la demande va de pair avec une augmentation de l’offre.
- Les coefficients d’intrants du secteur de la production et les schémas de consommation des ménages ne sont pas sensibles aux changements exogènes de la demande (c’est-à-dire que les effets d’entraînement sont linéaires et qu’il n’y a pas de changement de comportement).

4.3 Modèle d'équilibre général calculable (MEGC)

Cette étude s'appuie sur les modèles standard statiques et dynamiques du réseau international Partnership for Economic Policy, PEP 1-1 et PEP 1-t (Decaluwé et al., 2013a, 2013b)⁷, en vue de créer un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) statique et dynamique pour chaque pays étudié. Les modèles MEGC reposent sur la même matrice de comptabilité sociale (MCS) normalisée que le modèle MCS. Les modèles MEGC font l'objet de plusieurs hypothèses. Sur le plan de la production, certaines hypothèses critiques portent sur les rendements d'échelle constants et sur la concurrence parfaite des entreprises en tant que preneuses de prix. Le modèle utilise une structure de production intégrée. Au niveau supérieur, la valeur ajoutée et la consommation intermédiaire totale sont combinées à proportions fixes suivant la fonction de production de Leontief. Au second niveau, la valeur ajoutée est calculée à partir du travail et du capital suivant la fonction de production d'élasticité de substitution constante (CES). Dans ce modèle, le compte travail est unique, et les ménages sont ventilés par quintile de revenu. Il existe quatre secteurs institutionnels (ménages, entreprises, gouvernement et reste du monde). Le modèle distingue trois sources de revenu: le revenu du travail (salaires et traitements), le revenu du capital et le revenu de transfert. Sur le plan de la consommation, les ménages utilisent leur revenu pour payer les impôts, les transferts à d'autres institutions, la consommation et l'épargne; leur comportement est modélisé selon un système linéaire de dépenses (LES) et soumis à ses contraintes budgétaires. En nous basant sur les travaux de Tiberti et al. (2018), nous autorisons des rigidités de salaire sous la forme d'une «courbe des salaires» au lieu de partir du principe que les salaires sont flexibles comme dans le modèle standard du PEP. La «courbe des salaires» suppose un taux de salaire d'équilibre compatible avec le taux de chômage et décrit une relation négative entre les taux de salaire et les taux de chômage (Blanchflower et Oswald, 1995). La prise en compte des rigidités de salaire nous permet d'appréhender le résultat à partir des variations des taux de chômage nationaux. Comme Tiberti et al. (2018), nous utilisons la courbe des salaires estimée du point de vue économétrique pour l'Afrique du Sud (Kingdon et Knight, 2006; Blanchflower et Oswald, 1995), qui est égale à -0,1, ce qui signifie qu'une hausse de 10% du taux de chômage génère une baisse de 1% des salaires. En ce qui concerne les règles de fermeture, nous formulons l'hypothèse que le taux de change nominal est le numéraire. Le travail est mobile d'un secteur à un

autre, tandis que le capital est spécifique à un secteur. Enfin, le compte courant est fixe, c'est-à-dire que le modèle exclut la possibilité qu'un pays emprunte au reste du monde, et impose que l'épargne du reste du monde soit fixe. Cela implique par ailleurs que les investissements intérieurs globaux soient limités par l'épargne intérieure globale. Les prix mondiaux sont fixes, en partant du principe que les pays analysés sont de petits pays. Nous considérons que les dépenses du gouvernement et les taux d'imposition sont exogènes, ce qui revient à dire que l'épargne du gouvernement peut changer en fonction des variations de l'activité économique.

La version dynamique des modèles MEGC est récursive, ce qui signifie que les hypothèses relatives au comportement n'impliquent pas d'optimisation intertemporelle (contrairement aux modèles dynamiques intertemporels). Dans la version dynamique du modèle MEGC, chaque période se conclut par un équilibre statique, soumis aux variables héritées de la période précédente. Le modèle dynamique présuppose que la population croît à un rythme constant. L'offre de travail est une variable susceptible de se développer à la même cadence que l'indice de population *popt*, sous l'effet de la croissance de la population, d'un changement du taux de participation au marché du travail, ou d'une combinaison des deux (la participation au marché du travail n'est pas représentée dans la version statique du modèle MEGC). On dit qu'une économie suit une trajectoire de croissance équilibrée si toutes les quantités augmentent à une vitesse constante et que les prix relatifs restent constants. La raison pour laquelle les constantes et les variables exogènes augmentent au même rythme que l'offre de travail est de permettre au modèle de simuler une trajectoire de croissance équilibrée. Plusieurs variables augmentent au rythme de la croissance de la population: le solde du compte courant, la consommation minimum de marchandises dans les équations de demande du système LES, les dépenses actuelles du gouvernement, l'investissement public par catégorie et par activité du secteur public et, pour finir, les variations des stocks. L'hypothèse d'une trajectoire de croissance équilibrée est utile pour simuler le scénario de «statu quo» (Decaluwé et al., 2013b).

Les résultats des deux modèles sont présentés à travers huit résultats différents. Le tableau 3 présente ces résultats et leur définition.

⁷ Accessible à partir du lien <https://www.pep-net.org/pep-standard-cge-models>

Tableau 3: Définition des résultats utilisés

Résultats	Définition
PIB	Dans le modèle MCS, le PIB est calculé aux prix des facteurs et correspond à la somme de la valeur ajoutée des facteurs de production de l'économie. Dans le modèle MEGC, le PIB est calculé aux prix du marché.
Revenu du travail	Le revenu du travail est défini comme le rendement du facteur de production travail. Le modèle MCS part du principe que les salaires sont fixes. Cette hypothèse est justifiée par la nature statique de l'approche méthodologique.
Revenu du capital	Le revenu du capital est défini comme le rendement des investissements. Comme dans le cas du revenu du travail, les changements du rendement total des investissements dépendent du comportement des institutions concernant les investissements sectoriels après les chocs politiques. Le comportement des institutions est statique, et pris en compte dans les matrices de comptabilité sociale.
Emploi	L'emploi est défini comme le nombre de travailleurs. Dans le modèle MCS, l'indicateur est extrapolé en analysant la corrélation entre le nombre de travailleurs et les trajectoires historiques de la valeur ajoutée. C'est une analyse de régression qui définit la relation entre la valeur ajoutée et le nombre de travailleurs.
Revenu des ménages	Le revenu des ménages se fonde sur les rendements des facteurs de production (paiement du capital et du travail), le capital provenant du reste du monde (sommés envoyées de l'étranger), et les transferts sociaux du gouvernement.
Pauvreté	L'indicateur de pauvreté correspond au pourcentage de la population dont la consommation par habitant se trouve au-dessous du seuil de pauvreté national sur la période de référence de la MCS.
Inégalités	Les inégalités entre les ménages sont mesurées au moyen de l'indice de Gini sur le revenu des ménages. Plus la valeur de l'indice de Gini est élevée, plus les inégalités sont fortes en termes de revenu entre les ménages d'un même pays.
Recettes fiscales	Les recettes fiscales correspondent à la somme des taxes directes et indirectes et des droits à l'importation que les secteurs économiques et les ménages paient au gouvernement.

4.4 Scénarios

Les scénarios de simulation ont pour but de réformer les actuels programmes nationaux non contributifs de prestations en espèces dans chaque pays. Les scénarios ne prennent pas en compte la qualité de la conception des programmes existants. L'objectif est de comprendre les résultats macroéconomiques de l'augmentation du niveau d'investissement des programmes financés par des donateurs. Les pays ayant des systèmes et des niveaux d'investissement différents, les réformes proposées consisteront à augmenter les niveaux d'investissement de 1 et 2% du PIB (scénarios 1 et 2), et en fonction de l'écart de revenu calculé pour l'indice SPF de 2015 (scénario 3)⁸. La partie B du tableau 4 présente les niveaux d'investissement requis dans le scénario 3. La répartition du niveau d'investissement total par quintile des ménages obéit à une répartition uniforme (ou répartition universelle des transferts), dans laquelle les ménages du quintile inférieur reçoivent la même somme que les ménages du quintile supérieur. Les réformes peuvent être interprétées comme une extension des programmes existants, à la fois verticalement (valeurs de transfert) et horizontalement (couverture). L'annexe 3 indique les principaux résultats d'une répartition progressive alternative dans laquelle les ménages du quintile inférieur reçoivent des sommes beaucoup plus importantes que les ménages du quintile supérieur.

⁸ L'écart de revenu est mesuré par rapport au seuil de pauvreté relatif de 50% du revenu médian.

Tableau 4: Scénarios de simulation

Partie A: Niveau d'investissement pour chaque scénario	
Scénario 1	1 % du PIB
Scénario 2	2 % du PIB
Scénario 3	Écart de revenu par pays en pourcentage du PIB (indice SPF 2015)
Partie B: Écart de revenu par pays (pourcentage du PIB) utilisé dans le scénario 3	
Bangladesh	0,6
Colombie	1,0
Costa Rica	1,2
Géorgie	0,4
Ghana	1,4
Inde	0,3
Rwanda	7,8
Serbie	0,2

4.5 Sources des données

Comme précisé dans la section précédente, les simulations de cette étude reposent sur des matrices de comptabilité sociale. Les MCS utilisées sont les plus récentes disponibles pour chaque pays. À l'exception de la Serbie, pour laquelle des tableaux des ressources et des emplois basés sur les comptes nationaux ont été mis au point spécialement pour cette étude, toutes les MCS ont été publiées. Le tableau 5 donne une liste de la source et de l'année de référence des MCS utilisées pour chaque pays.

Tableau 5: Sources et année de référence des matrices de comptabilité sociale

Pays	Source	Année de référence
Bangladesh	Gouvernement du Bangladesh (GED, 2019)	2017
Colombie	Service administratif national de statistiques (DANE, 2020)	2017
Costa Rica	Banque centrale du Costa Rica (Cicowiez, Sánchez et Muñoz, 2015)	2012
Géorgie	Yerushalmi, Labadze et Galdava (2015)	2013
Ghana	Service statistique du Ghana, Institut de recherches statistiques, sociales et économiques (université du Ghana) et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (GSS, ISSER et IFPRI, 2017)	2015
Inde	Ministère de l'Environnement et des Forêts, Gouvernement indien (Deb Pal, Pohit et Roy, 2012)	2005
Rwanda	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Pradesha et Diao, 2014)	2011
Serbie	Documentation élaborée par les auteurs à partir de tableaux des ressources et des emplois, et des estimations relatives aux comptes nationaux du Bureau de statistique de la République de Serbie (SORS)	2018

Pour modifier les comptes des ménages de la MCS afin d'intégrer les groupes de ménages par quintile de richesse, il a été nécessaire de recenser les dépenses et les revenus des ménages par différents comptes de la MCS. Pour ce faire, nous avons analysé les microdonnées ou les rapports issus d'enquêtes nationales sur les ménages. Le tableau ci-dessous indique les enquêtes prises en considération pour chaque pays (tableau 6). Enfin, l'analyse s'est également appuyée sur les données relatives à la répartition des richesses et sur les taux de pauvreté nationaux par rapport aux seuils de pauvreté nationaux de la Banque mondiale.

Tableau 6: Sources des enquêtes sur les ménages dans chaque pays

Pays	Enquête sur les ménages
Bangladesh	Enquête sur les dépenses et les revenus des ménages du Bangladesh (HIES) 2016
Colombie	Enquête nationale sur les budgets des ménages (ENPH) 2016/17
Costa Rica	Enquête nationale sur les revenus et les dépenses des ménages (ENIGH) 2013
Géorgie	Non nécessaire. La MCS comportait déjà les groupes de ménages par quintiles
Ghana	Enquête sur le niveau de vie au Ghana VII 2017
Inde	Enquête sur le développement humain en Inde (IHDS I) 2005
Rwanda	Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICV III) 2011
Serbie	Enquête sur le budget des ménages de Serbie 2018

5 Résultats et analyse

Cette section présente et analyse les résultats de la simulation d'une augmentation de l'investissement dans la protection sociale de 1% du PIB – utilisant les modèles MCS et MEGC – dans les huit pays sélectionnés (scénario 1), avec une répartition universelle de l'investissement total. Les résultats obtenus dans les scénarios 2 et 3, qui sont présentés en annexe 2, révèlent une tendance similaire aux résultats du scénario 1, avec des écarts quasiment proportionnels aux différences de transferts.

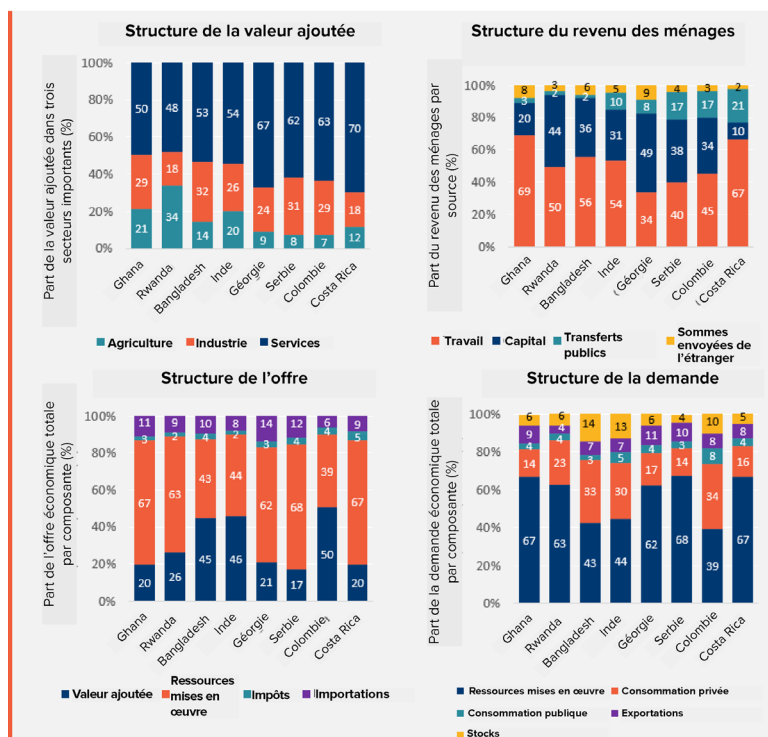
Les politiques de transferts en espèces génèrent une augmentation des revenus et de la consommation qui produit à son tour des effets positifs sur la macroéconomie et l'espace budgétaire du gouvernement. Parallèlement, la simulation montre une incidence positive sur la réduction du niveau de pauvreté et des inégalités de revenu. En moyenne, une augmentation de 1% de l'investissement dans la protection sociale se traduit par un effet multiplicateur affichant une augmentation de 1,1% du PIB dans l'absolu, une réduction de 7% du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté nationale, une réduction de 1% des inégalités de revenus, une hausse de 1,8% des recettes fiscales des gouvernements, et une augmentation de 0,6% de l'emploi (nombre de travailleurs). L'augmentation de 2% de transferts en espèces a un effet multiplicateur pratiquement linéaire sur l'évolution des principaux indicateurs. Enfin, les résultats du troisième scénario (hausse des niveaux d'investissement en fonction de l'écart de revenu calculé pour l'indice SPF le plus récent), qui sont présentés en annexe 3, indiquent que l'effet multiplicateur moyen sur le PIB équivaut à 2,4%, entraînant une baisse de 11% du nombre de pauvres, une réduction de 2% des inégalités de revenus, une hausse de 3,6% des recettes fiscales, et une augmentation de 1,4% de l'emploi.

L'approche adoptée permet d'établir un lien solide entre les impacts des politiques simulées et la structure des économies, et de définir les effets multiplicateurs d'une augmentation de l'investissement dans la protection sociale. Les effets de l'investissement dans la protection sociale devraient être plus importants dans les pays dont l'économie se caractérise par des industries nationales synergiques et dont la demande repose sur la consommation privée. En règle générale, ce type d'économie s'illustre par une faible dépendance vis-à-vis de l'offre et de la demande du secteur commercial. De surcroît, un impact plus significatif de

l'augmentation de l'investissement dans la protection sociale est attendu dans les économies dans lesquelles, face au statu quo, une faible proportion des revenus des ménages provient des transferts publics.

La figure 11 présente la structure de la valeur ajoutée dans trois secteurs économiques importants, la composition du revenu des ménages et la structure de l'offre et de la demande dans les pays sélectionnés. La valeur ajoutée totale représente plus de 45% de l'offre totale (ou PIB) au Bangladesh, en Colombie et en Inde, tandis que la valeur totale des ressources mises en œuvre rapportées au PIB est légèrement inférieure à 45%, ce qui suggère une intégration modérée à l'économie nationale dans le processus de production. Les autres économies sélectionnées se caractérisent par une intégration nationale plus forte: les ressources mises en œuvre forment 67% de la valeur ajoutée au Costa Rica et au Ghana, 63 et 62% au Rwanda et en Géorgie, respectivement, et 58% en Serbie. Les impôts représentent une plus grande part du PIB au Costa Rica et en Colombie (4%) en comparaison avec les autres pays (3% au Bangladesh, en Géorgie et en Serbie, 2% au Ghana, 1% au Rwanda). Le secteur des services est le secteur économique le plus important dans tous les pays, représentant environ 70% de la valeur ajoutée totale au Costa Rica et en Géorgie, 60% en Colombie et en Serbie, 54 et 53% en Inde et au Bangladesh, 50 et 48% au Ghana et au Rwanda. Le secteur de l'agriculture compte pour un tiers de la valeur ajoutée totale au Rwanda, près de 20% au Ghana et en Inde, 14% au Bangladesh, pratiquement 10% au Costa Rica et en Géorgie, et 7 et 4% en Colombie et en Serbie, respectivement. La demande totale se compose de la demande intermédiaire et de la demande finale. La demande intermédiaire constitue la plus grande partie de la demande totale, représentant 67% de la demande totale au Costa Rica et au Ghana, 63% au Rwanda, 62% en Géorgie, 58% en Serbie, 44 et 43% en Inde et au Bangladesh, respectivement, et 39% en Colombie. Comme nous l'avions prévu, la consommation privée est la plus grande composante unique de toutes les catégories d'utilisation finale. La consommation privée représente une grande partie de la demande totale, en particulier en Colombie et au Bangladesh (34 et 33%, respectivement). Enfin, la formation brute de capital s'élève à 14 et 13% de la demande totale au Bangladesh et en Inde, à 10% en Colombie, à 5% au Costa Rica et en Serbie, et à 6% en Géorgie, au Ghana, et au Rwanda.

Figure 11: Structure de l'économie nationale dans les pays sélectionnés



Source: élaboré par les auteurs – Modèles MCS

Dans cette section, les résultats obtenus pour une augmentation de l'investissement dans la protection sociale de 1% du PIB sont regroupés en trois catégories: résultats macroéconomiques, pauvreté et inégalités, recettes fiscales. Dans les graphiques, les résultats issus des modèles MCS découlent de «l'effet des politiques de multiplicateurs», tandis que les résultats issus des MEGC découlent de «l'effet des politiques statiques».

5.1 Résultats macroéconomiques

Les résultats présentés dans cette section portent sur les effets macroéconomiques d'un investissement de 1% du PIB dans les transferts de protection sociale (premier scénario politique) sur l'ensemble de l'économie, en termes de croissance du PIB, d'emploi et de consommation. L'interdépendance entre les indicateurs macroéconomiques est expliquée dans la section consacrée à la méthodologie.

5.1.1 Produit intérieur brut

La valeur absolue du produit intérieur brut (PIB) augmente dans les huit pays suite à une augmentation de l'investissement dans la protection sociale. Le multiplicateur du PIB, indiqué dans le graphique du haut de la figure 12, mesure l'évolution de la valeur ajoutée

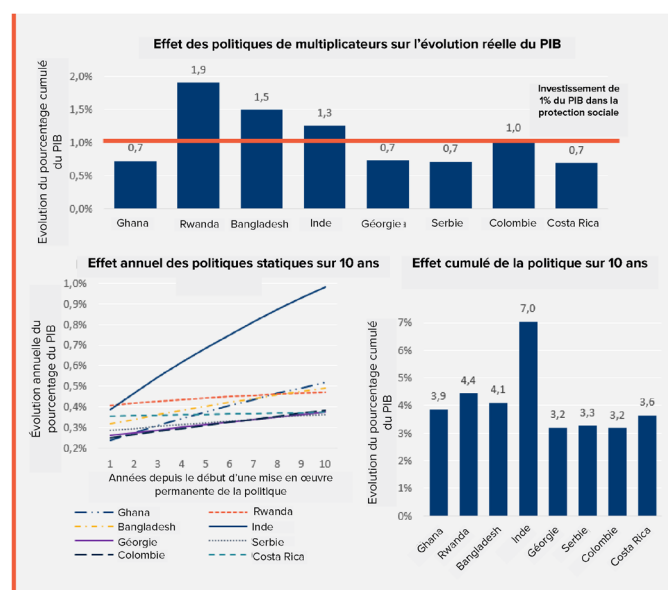
ou des revenus des facteurs de production émanant des effets directs et indirects de l'investissement dans la protection sociale. Dans les trois scénarios, les politiques ont des répercussions positives sur les économies, avec l'augmentation la plus forte du PIB dans le deuxième scénario (annexe 3). Le multiplicateur du PIB est particulièrement marqué au Rwanda, au Bangladesh et en Inde. Ces trois pays se caractérisent par le fait qu'une partie importante de la demande provient de la demande intérieure, qui dépend elle-même de la consommation privée, et par une faible part de l'offre issue des importations. La taille du multiplicateur du PIB est fortement liée à la part de biens et services importés dans la consommation des ménages. Si les ménages consomment des produits fabriqués dans leur pays, la hausse du revenu des ménages résultant de la nouvelle politique profitera aux fabricants nationaux, et le flux circulaire des revenus provoquera des effets d'entraînement indirects. D'un autre côté, si les ménages sont en demande de biens importés, ce sont les fabricants étrangers qui profiteront de la politique et les effets d'entraînement indirects seront moindres. La demande de produits importés est l'une des pertes du flux circulaire des revenus.

Les graphiques du bas de la figure 12 indiquent l'effet de l'application permanente de la politique relevant du premier scénario (investissement de 1% du PIB dans les transferts de protection sociale en espèces). Cette politique produit un nouvel effet multiplicateur sur les économies. Le graphique en bas à gauche montre la dynamique en termes réels du PIB dans l'absolu entre l'année 0 (PIB de référence, sans l'investissement dans la protection sociale) et l'année 10 (PIB de la dixième année avec un investissement permanent de 1% du PIB au point de référence, en ajustant les transferts en espèces pour tenir compte de l'inflation et de la croissance du PIB). Le graphique en bas à droite fait quant à lui apparaître l'effet cumulé de cette politique appliquée de façon permanente pendant dix ans.

En Inde, les transferts du gouvernement constituent une part importante du revenu des ménages (10% du revenu total des ménages); c'est pourquoi l'augmentation des transferts ne provoque pas de choc immédiat. Néanmoins, la simulation révèle que l'Inde affiche une augmentation significative du PIB à partir de la deuxième année (comme l'indique le graphique en bas à gauche de la figure 12, le rythme de changement annuel du PIB résulte de l'application de cette politique sur une période de 10 ans). La structure de l'économie indienne favorise la création

d'un cycle économique vertueux en raison de l'augmentation des transferts. Une telle dynamique s'explique par le caractère fortement synergique de l'économie nationale indienne. Cela signifie que l'augmentation de la consommation provoque à son tour une augmentation de la production intérieure, ce qui accroît les revenus du travail et génère une hausse de la consommation nationale, qui renforce elle-même ce cycle vertueux.

Figure 12: Simulation de l'impact sur le PIB réel et effet de l'investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale



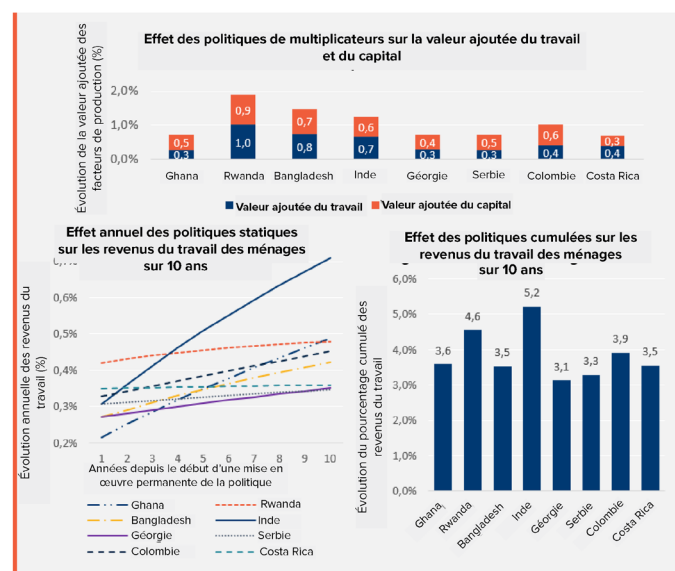
Source: élaboré par les auteurs – modèles dynamiques MEGC du PEP

5.1.2 Revenus et valeur ajoutée des facteurs de production

Le multiplicateur de rendement combine tous les effets directs et indirects (consommation et production) sur de nombreuses séries de relations et présente l'augmentation finale du rendement brut de toutes les activités de production. Les effets de l'investissement dans la protection sociale sur les revenus du travail sont totalement liés au multiplicateur de rendement pour chaque secteur, et à la structure de formation de la valeur ajoutée (qu'elle soit à forte intensité de main-d'œuvre ou de capital). Comme dans le cas du PIB, l'effet multiplicateur du rendement est plus élevé dans les pays où la consommation entraîne la production nationale, et où il existe une forte interdépendance entre la production sectorielle et d'autres secteurs nationaux (figure 13). Le graphique de la partie supérieure de la figure montre l'effet multiplicateur sur les composantes de valeur ajoutée (travail et capital). L'effet multiplicateur sur la valeur ajoutée dépend de la valeur ajoutée du travail dans les pays qui ont un effet multiplicateur plus

élevé (Rwanda, Bangladesh, Inde, Colombie). La figure 13 présente la dynamique des revenus du travail et du capital des ménages. Hormis le cycle vertueux évident en Inde, la dynamique du Rwanda et du Ghana est intéressante, pour deux raisons différentes. Au Rwanda, l'augmentation de l'investissement dans la protection sociale crée un choc positif immédiat dans l'économie et engendre un effet multiplicateur plus important, aussi bien en ce qui concerne la croissance économique que les revenus du travail et du capital des ménages. Au contraire, au Ghana, l'effet immédiat est peu significatif, mais il se produit une rapide augmentation des revenus du travail et du capital.

Figure 13: Simulation des impacts sur les revenus et la valeur ajoutée des facteurs de production pour un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale

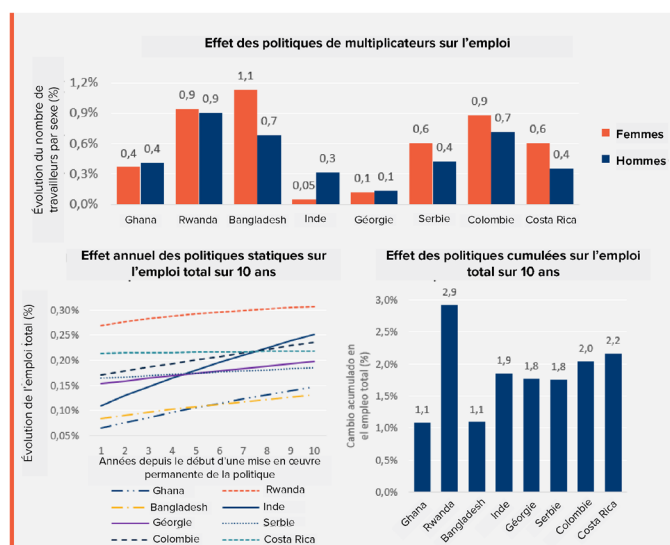


Source: élaboré par les auteurs – modèles MCE et modèles dynamiques MEGC du PEP

5.1.3 Emploi

La simulation d'une augmentation de l'investissement dans la protection sociale (figure 14) fait apparaître une augmentation du nombre de travailleurs plus élevée chez les femmes que chez les hommes. Les trajectoires de l'emploi s'expliquent essentiellement par les différentes dynamiques démographiques et par la rapidité du changement structurel. L'offre de travail est fortement liée à la composition de la valeur ajoutée de chaque pays. Au Rwanda, en Inde et au Costa Rica, la valeur ajoutée se compose principalement du facteur travail. Par ailleurs, à long terme, ce sont ces pays – dont les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre sont plus sensibles à une hausse de la demande intérieure – qui enregistreront la plus forte augmentation de l'emploi (Rwanda, Inde, Colombie, Costa Rica).

Figure 14: Simulation des impacts sur le nombre de travailleurs pour un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale



Source: élaboré par les auteurs – Modèles MCS

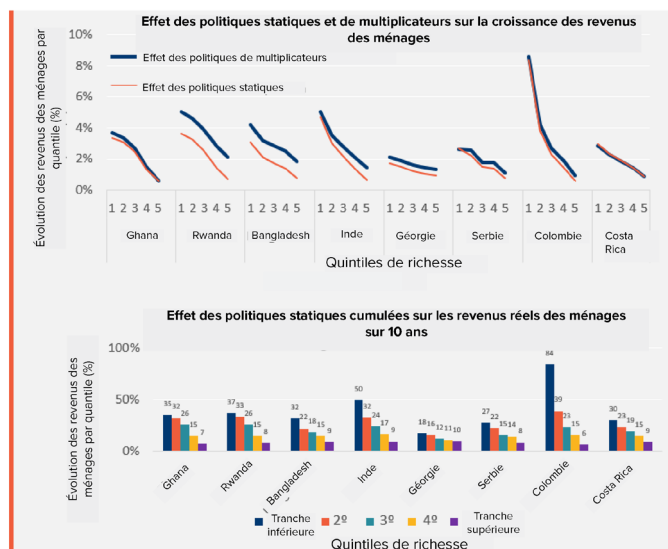
5.1.4 Répartition des revenus des ménages

Dans les modèles MCS et MEGC, les revenus des facteurs de production sont payés à des comptes agrégés des ménages. De plus, les transferts de protection sociale en espèces font partie des revenus des ménages. Cette analyse étudie différents groupes de ménages à partir des quintiles de répartition des revenus, ce qui nous permet d'évaluer les impacts des politiques mises en œuvre sur la répartition des revenus.

L'effet de l'augmentation des transferts est évident lorsque nous analysons les variations de revenu par quintile des ménages. Les ménages de la tranche inférieure de la répartition des richesses bénéficient autant que les ménages de la tranche supérieure, compte tenu du caractère universel de l'investissement réalisé. Néanmoins, les résultats indiquent que, dans tous les pays, l'évolution des revenus des ménages est liée à la répartition des revenus dans l'économie (figure 15). Les ménages à faible revenu dépendent davantage des revenus du travail que les ménages ayant des revenus plus élevés. Les politiques visant à augmenter la production dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre profitent plus aux ménages pauvres qu'aux autres ménages. La figure 15 montre l'impact de l'augmentation des transferts de protection sociale sur les revenus des ménages. Conformément à l'effet attendu, dans l'ensemble des pays sélectionnés, l'impact est plus signi-

ficatif pour les ménages de la tranche inférieure de la répartition des richesses. En outre, l'impact sur les revenus des ménages les plus pauvres est plus marqué dans les pays ayant de fortes inégalités de revenus. Plus les inégalités de revenus sont élevées dans un pays, plus l'impact est important sur les revenus des ménages du quintile le plus bas⁹.

Figure 15: Simulation des impacts sur les revenus des ménages par quintile pour un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale



Source: élaboré par les auteurs – modèles MCE et modèles dynamiques MEGC du PEP

5.2 Pauvreté et inégalités

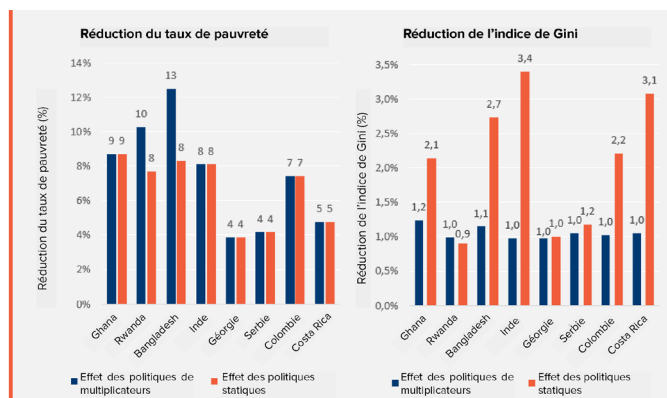
Une augmentation de l'investissement dans la protection sociale contribue à réduire le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté national, dans chaque pays. L'indicateur de pauvreté est calculé à partir de la consommation des ménages par habitant, en utilisant les données relatives au seuil de pauvreté national. Avec une augmentation de 1% du PIB de l'investissement dans la protection sociale, la pauvreté recule de 4 à 13% dans les huit pays (figure 16).

L'indicateur des inégalités (indice de Gini) est calculé à partir des revenus des ménages par quintile pour chaque pays. L'indice de Gini indique une réduction des inégalités à mesure que les transferts sociaux augmentent. La simulation fait apparaître que la baisse des inégalités est fortement liée à l'augmentation des revenus dans les quintiles inférieurs. Comme le montre la figure 16, dans le premier scénario, l'Inde

⁹ L'indice de Gini, calculé sur les comptes MCS et reposant sur les quintiles de ménages au-dessous du niveau de référence, produit les résultats suivants: 45% en Colombie, 38% au Rwanda, 37% en Inde, 36% au Ghana, 27% au Costa Rica, 26% au Bangladesh, 24% en Serbie, 13% en Géorgie.

est le pays où les inégalités diminuent le plus (3,4% en prenant en compte l'effet des politiques statiques), tandis que la Géorgie et le Rwanda enregistrent la baisse la plus faible des inégalités (environ 1% en tenant compte de l'effet multiplicateur et de l'effet des politiques statiques).

Figure 16: Simulation des impacts sur la pauvreté et les inégalités pour un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale



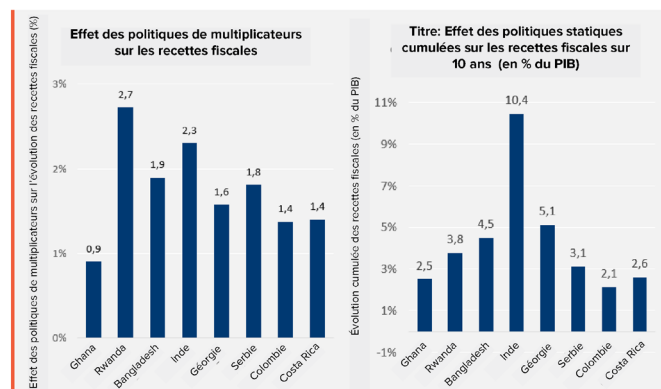
Source: élaboré par les auteurs – modèles MCE et modèles dynamiques MEGC du PEP

5.3 Recettes fiscales

Les recettes fiscales constituent une partie essentielle des recettes totales du gouvernement, conjuguées aux paiements des transferts provenant du reste du monde dans certains pays (notamment les subventions venant de l'étranger et l'aide au développement). Ces paiements sont utilisés pour les dépenses de consommation récurrentes et les transferts versés aux ménages. Une différence accrue entre les recettes totales et les dépenses crée un excédent budgétaire (ou réduit le déficit) et une flexibilité bien plus forte en termes de planification politique.

Une augmentation significative des recettes fiscales montre que les politiques appliquées dans le cadre de la simulation peuvent amener à un cycle vertueux associant réduction de la pauvreté et durabilité budgétaire et macroéconomique (figure 17).

Figure 17: Simulation des impacts sur les recettes fiscales pour un investissement de 1% du PIB dans les politiques de protection sociale



Source: élaboré par les auteurs – modèles MCS

6 Conclusion

Dans cette étude, nous avons utilisé le modèle de la matrice de comptabilité sociale (MCS) et le modèle d'équilibre général (MEGC) et nous avons procédé à une analyse microéconomique pour évaluer les impacts macroéconomiques et redistributifs d'une augmentation de l'investissement dans la protection sociale, à partir de trois scénarios comportant un niveau d'investissement différent: augmentation du niveau d'investissement de 1% et de 2% du PIB (scénarios 1 et 2), et en fonction de l'écart de revenu calculé pour l'indice SPF de 2015 (scénario 3).

La MCS associée à l'analyse microéconomique est un outil utile, dans la mesure où les approches microéconométriques traditionnelles ne prennent pas en compte les réactions macroéconomiques que peuvent générer de nouveaux programmes de protection sociale. D'un autre côté, l'utilisation d'une modélisation macroéconomique pure ne permet pas d'évaluer les impacts redistributifs de ces politiques. En combinant ces deux méthodologies, il est possible d'appréhender pleinement les impacts résultant de la simulation des politiques d'investissement dans la protection sociale.

Nos résultats montrent que les simulations réalisées dans le cadre des trois scénarios ont une incidence positive sur le PIB et qu'elles réduisent la pauvreté. Plus précisément, nous observons au niveau macro une augmentation importante du PIB dans les économies plus pauvres, alors que nous constatons au niveau micro une hausse considérable des revenus des ménages plus pauvres. En outre, nous assistons à une augmentation du nombre d'emplois dans les économies qui ont une main-d'œuvre en hausse, ce qui entraîne une plus forte augmentation du nombre de femmes qui travaillent, dans les trois scénarios. Suivant l'ampleur des changements macroéconomiques, les effets sur la pauvreté sont généralement importants.

Le renforcement des programmes de protection sociale crée un cycle vertueux dans l'économie, dans lequel le principal canal de transmission provient des dépenses des ménages. La simulation fait apparaître une augmentation des revenus et de la consommation

des ménages pour chaque produit de base. Plus particulièrement dans les économies affichant un lien étroit entre la consommation et la production intérieure, l'augmentation de la consommation engendre un effet multiplicateur sur la production intérieure qui, à son tour, génère des revenus et une hausse des recettes fiscales pour le gouvernement.

L'effet positif de la simulation apparaît de façon évidente dans les huit pays analysés et, ce qui est plus important encore, dans les économies les plus pauvres, notamment le Rwanda, le Ghana, le Bangladesh et l'Inde. Les résultats présentés ici correspondent à ceux de plusieurs études qui montrent que l'investissement dans la protection sociale réduit les inégalités et la pauvreté, à la fois à court terme et à long terme (Mathers et Slater, 2014; OCDE, 2019). La synergie entre la protection sociale et la pauvreté et les inégalités a été largement mentionnée, en particulier en ce qui concerne les régimes universels tout au long de la vie (Niehues, 2010). Une baisse des inégalités peut également se traduire par d'autres incidences positives sur les effets au niveau macro, telles qu'une meilleure cohésion sociale, des communautés plus stables, une croissance économique plus soutenue. Globalement, la simulation révèle un effet positif pour la partie la plus pauvre de la population des pays les plus pauvres. Le Rwanda, qui est le pays le plus pauvre des huit économies sélectionnées, est également le pays dans lequel l'effet multiplicateur est le plus élevé, d'après la simulation.

L'approche méthodologique consiste à représenter les économies au moyen des matrices de comptabilité sociale, qui n'établissent pas de distinction entre la composition du marché du travail et la composition des ménages par genre, mais nous prenons en compte la différence du nombre de travailleurs par genre, en nous appuyant sur les informations relatives au changement de valeur ajoutée, et en simulant sa relation historique avec l'emploi (nombre de travailleurs). Les résultats indiquent que, dans la plupart des pays analysés, le nombre de femmes qui travaillent augmente davantage que le nombre d'hommes. De plus, nous tenons à souligner que les programmes spécifiques de protection sociale

favorisent directement les activités économiques des femmes, en évitant une perte de revenu en cas de chômage soudain, ou suite à la naissance d'un enfant ou au décès d'un proche qui subvenait aux besoins de la famille. En réduisant au maximum la perte de revenu, les prestations de chômage vont tout particulièrement permettre aux personnes sans emploi – pour qui la recherche d'un emploi rémunéré aurait été très coûteuse – de chercher du travail. De même, les prestations de maternité garantissent aux femmes de pouvoir revenir sur le marché du travail, également en réduisant au maximum la perte de revenu du ménage occasionnée par la naissance d'un enfant, en particulier pendant les premiers mois de vie de l'enfant, lorsque la mère assure majoritairement la garde de l'enfant sans rémunération. Dans ce dernier cas, le régime de protection sociale pourrait laisser espérer des bienfaits sociétaux tels que l'amélioration de l'emploi des femmes et, au final, la réduction des disparités salariales entre les femmes et les hommes, étant donné que moins de femmes doivent renoncer à leur revenu permanent puisqu'elles ne sont pas obligées de sortir du marché du travail.

Pour finir, il convient de souligner que les résultats sont issus de scénarios de simulation, qui reposent sur diverses hypothèses et portent sur des programmes financés par des donateurs. Une recherche plus approfondie serait nécessaire pour évaluer les impacts de ces programmes s'ils étaient financés par des impôts nationaux ou par l'emprunt. Les résultats du modèle MCS identifient l'effet multiplicateur des politiques simulées. Le multiplicateur a généralement tendance à surestimer l'effet des chocs exogènes. Pour mieux explorer les impacts des politiques simulées, après avoir réalisé l'analyse à l'aide du modèle MCS, nous avons utilisé un modèle MEGC statique et dynamique. En comparant les résultats du modèle MCS et du modèle MEGC statique, nous constatons que l'ampleur des effets varie puisque les deux modèles s'appuient sur des hypothèses différentes (ressources limitées des facteurs de production de l'économie). Toutefois, la direction des impacts des politiques reste la même. Par ailleurs, une extension dynamique du modèle MEGC permet d'appréhender les ajustements de l'économie dans le cas d'un investissement permanent dans les politiques de protection sociale sur une période de dix ans.

Éditeur légalement responsable:
Sharan Burrow, secrétaire générale

CSI
Boulevard du Roi Albert II, 5, boîte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
Tél.: +32 2224 99448,
Courriel: info@ituc-csi.org — www.ituc-csi.org